

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**  
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1979 - 7 juillet 2006 - prix : 1 €

**Les salaires  
par l'escalier,  
les profits  
par l'ascenseur,  
c'est l'inverse  
qu'il faudrait**

**EADS - Airbus**

Les directeurs  
passent,  
Lagardère  
reste

p. 16

**Il y a 90 ans**

Le charnier  
de Verdun

p. 12

**Israël - Palestine**

Un peuple qui en opprime un  
autre ne peut pas être libre

p. 3



# Sommaire

## Leur société

- p. 4 ■ Trafic de médicaments  
■ Tour de France et dopage  
■ Chômage et pauvreté
- p. 5 ■ Retour de Jospin  
■ Le PCF se rallie au PS  
■ Soutien familial, l'état se désengage
- p. 6 ■ Arno Klarsfeld avec les expulseurs  
■ Créteil : Lycéens condamnés
- p. 7 ■ Des papiers pour tous !  
■ Chirac préside des naturalisations  
■ Paris 11e : Des parents s'organisent
- p. 12 ■ Il y a 90 ans, Verdun  
■ Fonctionnaires, le bobard de l'absentéisme
- p. 16 ■ EADS : changement de directeurs  
■ SNCF : Gallois s'en va  
■ Sogerma - Mérignac (Gironde)

## Tribune

- p. 6 ■ Sauver le soldat Shalit ?...  
Ou s'en servir de prétexte  
contre le peuple palestinien

## Dans le monde

- p. 8/9 ■ Mexique : Massacre de la place des Trois Cultures  
■ Guinée : Manifestations étudiantes  
■ Niger : Mourir de faim...  
■ Madagascar : Un autre « cauchemar de Darwin »
- p. 10 ■ Allemagne : Aide aux parents ?  
■ Réunion de l'OMC  
■ Algérie : des journalistes amnistiés
- p. 11 ■ États Unis : General Motors s'en prend aux salaires  
■ Le congrès de l'UAW

## Dans les entreprises

- p. 13 ■ Toyota Valenciennes  
■ Visteon - Territoire de Belfort  
■ Saulxures : Malora en grève
- p. 14 ■ Trois Suisses - Croix (Nord)  
■ La Poste - Nancy  
■ SNECMA Villaroche : refus des brimades  
■ Fagor Brandt
- p. 15 ■ Les rapaces de la grande distribution  
■ Kiabi - Béziers  
■ Hôpital du Vinatier - Bron  
■ Polimeri - Champagnier (Isère)

# Cet été, Lutte Ouvrière fait étape dans votre région

## Venez discuter avec ses militants !

Comme chaque année, les militants de Lutte Ouvrière mettront à profit l'été pour faire leur « tour de France ». Ils feront étape dans des villes ouvrières, dans les banlieues de grandes villes et dans des cités populaires, afin d'aller à la rencontre de tous ceux qui, dans la population laborieuse, subissent les difficultés et les attaques multiples de la part du gouvernement et du patronat.

Ni le chômage, ni la précarité, ni les conditions de travail

qui se dégradent, ni les salaires tirés vers le bas ne sont des fatalités. Il y a des responsables : les patrons – et pas seulement ceux des grosses sociétés – et les gouvernements successifs qui ont toujours été aux ordres des possédants. Face à ces gens-là, les travailleurs doivent s'interroger sur les moyens de mettre fin aux mauvais coups du patronat, encouragé et aidé par le gouvernement. Il n'y a pas de semaine, pour ne pas dire de journée, sans qu'une nouvelle attaque

contre les classes populaires ne soit annoncée. Et cela continuera tant que la classe ouvrière ne se donnera pas les moyens de réagir en reprenant confiance dans sa force. Cela a été possible dans le passé, alors pourquoi pas aujourd'hui ?

Les luttes passées ont en effet montré qu'on pouvait obtenir des changements importants, à l'exemple de ce qui a été imposé au patronat en juin 1936 et, plus près de nous, en mai 1968. En tout cas, c'est sur ce terrain-là,

c'est par la force collective, que le monde du travail pourra inverser en sa faveur le rapport de force. Et ce qui est certain, c'est que cela ne se fera pas par des élections, comme certains à gauche voudraient nous le faire croire.

De la situation présente, de ce qu'il serait possible de faire pour la changer, les militants de Lutte Ouvrière souhaitent en discuter avec tous ceux qu'ils rencontreront à chaque étape.



## Les villes-étapes

### Gard

- Lundi 17 juillet** : Vergèze (Gard)
- Mardi 18 juillet** : Avignon (Vaucluse) - Sorgues (Vaucluse)
- Mercredi 19 juillet** : Bagnols-sur-Cèze (Gard)
- Jeudi 20 juillet** : Beaucaire (Gard)
- Vendredi 21 juillet** : Nîmes (Gard)
- Samedi 22 juillet** : Uzès (Gard)

### Manche Mayenne

- Lundi 17 juillet** : Carentan (Manche) - Torigni-sur-Vire (Manche)
- Mardi 18 juillet** : Avranches (Manche)
- Mercredi 19 juillet** : Granville (Manche) - Ville-dieu-les-Poêles (Manche)
- Jeudi 20 juillet** : Coutances (Manche) - Saint-Lô (Manche)
- Vendredi 21 juillet** : Valognes (Manche)
- Samedi 22 juillet** : Saint-Lô (Manche) - Granville (Manche) - Mayenne (Mayenne)

### Seine-Maritime

- Lundi 17 juillet** : Blangy-sur-Bresle
- Mardi 18 juillet** : Le Tréport

**Mercredi 19 juillet** : Maromme

**Jeudi 20 juillet** : Barentin

**Vendredi 21 juillet** : Gournay-en-Bray

**Samedi 22 juillet** : Dieppe

### Eure-Calvados

- Lundi 17 juillet** : Gisors (Eure) - Pont-Audemer (Eure)
- Mardi 18 juillet** : Aubevoye (Eure) - Gaillon (Eure)
- Mercredi 19 juillet** : Vernon (Eure)
- Jeudi 20 juillet** : Louviers (Eure)
- Vendredi 21 juillet** : Bernay (Eure) - Val-de-Reuil (Eure)
- Samedi 22 juillet** : Evreux Nétreville (Eure)

### Allier-Nièvre

- Lundi 17 juillet** : Moulins-sur-Allier (Allier)
- Mardi 18 juillet** : La Guerche-sur-l'Aubois (Cher) - Cosne-d'Allier (Allier) - Villefranche-d'Allier (Allier)
- Mercredi 19 juillet** : Sancoins (Cher) - Yzeure (Allier) - Moulins (Allier)
- Jeudi 20 juillet** : Imphy (Nièvre) - Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre)
- Vendredi 21 juillet** : Decize (Nièvre)

**Samedi 22 juillet** : La Charité (Nièvre) - La Machine (Nièvre) - Dompierre-sur-Bresbe (Allier)

### Picardie-Somme

- Lundi 17 juillet** : Fort-Mahon (Somme) - Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais)
- Mardi 18 juillet** : Abbeville - Cité du Soleil-Levant (Somme)
- Mercredi 19 juillet** : Friville-Escarbotin (Somme)
- Jeudi 20 juillet** : Hesdin (Pas-de-Calais)
- Vendredi 21 juillet** : Berck (Pas-de-Calais)
- Samedi 22 juillet** : Abbeville (Somme)

### Champagne-Ardenne

- Lundi 17 juillet** : Verdun (Meuse)
- Mardi 18 juillet** : Bar-le-Duc (Meuse) - Ligny-en-Barois (Meuse)
- Mercredi 19 juillet** : Chaumont (Haute-Marne)
- Jeudi 20 juillet** : Saint-Dizier (Haute-Marne)
- Samedi 22 juillet** : Sedan (Ardennes)

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :  
www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :  
**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

# Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre



On ne peut qu'être indigné par les images montrant Gaza, cette étroite bande de terre où s'entassent 1 400 000 Palestiniens, bombardée par l'aviation et l'artillerie israéliennes. Des maisons en ruines, des ponts détruits, la centrale électrique démolie, des hôpitaux ou des maternités à peine éclairés grâce aux groupes électrogènes. Mais il n'y a plus d'essence et les groupes finiront par s'arrêter.

Tout cela, pourquoi ? Parce que, disent les responsables israéliens, un groupe de terroristes a enlevé un caporal de l'armée israélienne. Pour le libérer, ce groupe exige la libération des femmes et des enfants palestiniens détenus. Chantage inadmissible pour Israël. Mais, à peine une semaine auparavant, l'aviation israélienne avait bombardé une plage sans même avoir un prétexte et avait tué des civils, dont deux enfants.

Depuis une semaine, on punit tout un peuple pour libérer un seul militaire. Avec le consentement des grandes puissances. « Israël a le droit de se défendre », vient de proclamer le porte-parole de la présidence américaine. L'État d'Israël, fort de ces soutiens et de sa supériorité technique et militaire, applique la loi du plus fort.

Cela arrange les intérêts de toutes les grandes puissances que, dans ce Moyen-Orient si important sur le plan stratégique, elles n'aient pas pour alliés seulement des régimes réactionnaires arabes, comme l'Arabie saoudite ou la Jordanie, qui peuvent être renversés un jour par leur peuple.

Avec Israël pour allié, d'autant plus fidèle que dépendant des grandes puissances, toutes les contradictions politiques et sociales de cette région se focalisent sur le conflit israélo-arabe. Les dirigeants d'Israël, au lieu de chercher à s'entendre avec les peuples arabes, ont toujours choisi d'être les alliés de l'Occident contre ces peuples.

Depuis que l'organisation islamiste Hamas est arrivée à la tête du gouvernement du territoire plus au moins autonome concédé aux Palestiniens, l'État d'Israël a resserré encore l'étau autour du peuple

palestinien. Le Hamas est pourtant arrivé au pouvoir par des élections. Mais ces grandes puissances qui prétendent défendre la démocratie ont décidé de soumettre au boycott et d'affamer toute la population palestinienne pour la punir d'avoir voté pour le Hamas.

Mais le pire, c'est que c'est pour la population palestinienne elle-même que l'arrivée au pouvoir du Hamas est néfaste. À l'oppression israélienne, s'ajoute encore la pression rétrograde sur la société d'une organisation réactionnaire.

Mais c'est l'aboutissement de dizaines d'années d'évolution dont la responsabilité incombe à l'État d'Israël et à ses soutiens impérialistes mais aussi à la politique nationaliste des dirigeants palestiniens.

Pendant des décennies, le peuple palestinien, avec sa combativité, son refus de l'oppression, a incarné un exemple pour les opprimés du Moyen-Orient, du Liban à l'Égypte en passant par la Jordanie. La crainte des puissances impérialistes a été qu'il entraîne les classes populaires de l'ensemble de la région contre toutes les oppressions : celle de l'État d'Israël, certes, mais aussi celles, pas plus douces, des États arabes dictatoriaux. En refusant de faire du combat du peuple palestinien le point de départ d'un combat plus vaste, les dirigeants nationalistes ont facilité le travail pour les grandes puissances et pour l'État d'Israël. En conduisant leur peuple dans une impasse, les nationalistes, même radicaux et laïcs, ont préparé le lit d'un parti religieux et réactionnaire.

C'est le peuple palestinien qui paie le prix le plus lourd, enfermé sur des territoires morcelés, entourés de barbelés et par endroits d'un mur, rongé par le chômage et la pauvreté et sous la menace d'Israël. Mais le peuple d'Israël ne vit pas non plus en paix : un peuple qui en opprime un autre n'est pas libre.

Il y a pourtant la place dans cette région pour deux peuples vivant ensemble, sur la base de l'égalité sociale et politique. Mais, dans un système dominé par l'impérialisme basé sur l'oppression et qui suscite conflits et guerres, il faudra un bouleversement social pour rendre cela possible.

**Arlette LAGUILLER**

## Profits par l'ascenseur, salaires par l'escalier

Le gouvernement profite de l'été pour faire passer de nouvelles hausses. Pour se déplacer en train – en dehors des TGV et de l'Île de France – il faudra payer de 0,10 à 1,60 euro de plus en seconde classe. En banlieue parisienne la carte orange augmente de 1,92 % en moyenne pour l'ensemble des forfaits.

Beaucoup de loyers HLM vont augmenter de 2,3 %, comme d'ailleurs les loyers de tous ceux obligés de se loger dans le privé, puisque c'est le montant de l'augmentation de l'indice des loyers. Pour se soigner chez son généraliste, il faudra déboursier 21 euros, à compter du 1<sup>er</sup> août, soit un

euro de plus.

Toutes ces hausses s'ajoutent à d'autres très récentes, comme, dans le domaine de la santé, le forfait de 18 euros payable depuis le 20 juin pour les actes médicaux supérieurs à 91 euros ou l'explosion des tarifs des soins dentaires largement revus à la hausse le 28 juin. Pour ne prendre qu'un seul exemple, l'extraction d'une dent est passée de 24,10 à 33,74 euros... rien moins que 40 % d'augmentation ! Au 1<sup>er</sup> mai, c'était GDF qui nous faisait les poches en augmentant ses tarifs de 5,8 %, soit près de 30 % en 18 mois ! Quant au prix de l'essence, il ne cesse de grimper,

flirtant avec le 1,40 euro pour le super 95.

Toutes ces hausses ont d'ores et déjà dévoré les petites augmentations de revenus annoncées, comme le « coup de pouce » au Smic et à l'allocation aux adultes handicapés (+ 3,05 %), l'augmentation de 0,5 % des fonctionnaires et de 1,65 % des retraites complémentaires ou enfin la revalorisation de 1,7 % des plafonds d'attribution des prestations familiales.

Mais dans le même temps d'autres catégories sociales, celles qui en ont le moins besoin, bénéficient de hausses de leurs revenus autrement importantes. Ce sont tous les actionnaires des 40

premières sociétés de la Bourse de Paris, le CAC 40, qui ont vu, en 2006, les dividendes de leur portefeuille augmenter de 50 % en moyenne, ce qui leur a permis de se partager 24 milliards d'euros. Et ce n'est bien sûr pas qu'en 2006, puisqu'en 20 ans les revenus des actionnaires ont été multipliés par neuf, tandis que le Smic horaire l'était par deux...

Quant aux PDG nommés par ces actionnaires, ils ne sont pas oubliés. Celui des AGF s'est augmenté de 81 %, pendant qu'il expliquait à ses employés qu'ils ne pouvaient pas leur accorder plus de 1,6 %. Ses collègues PDG des entreprises du CAC 40 se sont répartis 700 millions de

stock-options, qui s'ajoutent à leur rémunération. Résultat : actuellement les PDG français sont premiers au hit-parade des patrons européens, tandis que les salariés français sont... quatorzièmes.

Preuve, s'il en fallait que la richesse des actionnaires et des patrons à leur service se fait sur le travail des millions de salariés qui n'ont droit qu'à des miettes, quand ils ne sont pas licenciés pour faire encore grimper le cours des actions. Et preuve aussi que des hausses conséquentes des salaires, pensions et minima sociaux sont plus que jamais à l'ordre du jour.

**Cédric DUVAL**

• Trafic de médicaments

# Parce que les capitalistes se soignent

Le journal *Le Monde* du mardi 4 juillet consacre une page entière à la contrefaçon, devenue un véritable « commerce mondial parallèle », 100 millions d'objets ayant été saisis en 2005 dans l'Union européenne, du faux sac à la pièce détachée automobile. Mais les contrefaçons ne concernent pas que les sacs Vuitton ou les chemises Lacoste, il y a aussi un marché des médicaments contrefaits dont la journaliste du *Monde* dénonce les conséquences dramatiques.

Ces médicaments représenteraient plus de 10 % de l'ensemble des produits pharmaceutiques vendus sur la planète. Certains sont, si on peut dire, de véritables contrefaçons, puisqu'ils contiennent le même principe actif que le produit original. Sauf qu'il est parfois présent en trop faible quantité, et donc moins efficace, voire carrément dangereux quand il s'agit par exemple d'un antibiotique dont la posologie doit être



En Éthiopie, une volontaire distribue des médicaments (mais lesquels ?) anti-sida.

rigoureuse. Certains sont des placebos sans aucune efficacité. Mais il y a aussi de véritables poisons, comme ce sirop contre la toux qui contenait de l'antigel et fit quatre-vingt-neuf morts en Haïti, en 1995, et trente en Inde en 1998.

Les pays africains sont les plus touchés par ce commerce de mort, puisque 80 % des médicaments contrefaits y sont acheminés, depuis des laboratoires clandestins situés principalement en Asie. La journaliste cite l'exemple du Cameroun, où 40 % des traitements

antipaludéens ne sont pas fiables. Les pays européens ne sont pas pour autant à l'abri, puisque de nombreux médicaments sont proposés sur Internet sans aucune garantie quant à leur efficacité.

Mais ce commerce parallèle frappe essentiellement les pays où la population n'a pas accès à des médicaments trop chers pour elle, les pays africains mais aussi la Russie, où s'est développé un marché noir médical. Les premiers responsables sont bien sûr les escrocs capables de mettre de l'antigel dans un

médicament et d'en faire commerce, mais s'ils ont pu prendre 10 % du marché pharmaceutique mondial, c'est aussi lié à la politique des grands trusts de l'industrie pharmaceutique. Car si des gens achètent des médicaments contrefaits au péril de leur vie, c'est parce que les médicaments fabriqués par l'industrie pharmaceutique sont hors de prix. Et si l'industrie pharmaceutique se refuse à baisser ses prix, c'est parce que les populations des pays pauvres ne sont pas solvables et ne représentent pas un

marché « intéressant » pour elle.

En effet, pour celle-ci, un médicament c'est d'abord une source de profits, et pour défendre ceux-ci, on a vu les trusts pharmaceutiques se battre et obtenir depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 l'interdiction pour les pays du Tiers Monde de fabriquer des génériques de médicaments, anti-sida par exemple, à des coûts de cinq à dix fois moindres que les molécules d'origine. Aujourd'hui encore, onze millions de personnes meurent chaque année de maladies infectieuses comme la tuberculose, le paludisme, alors qu'il existe des traitements efficaces auxquels elles ne peuvent accéder.

Alors les milliards accumulés par les actionnaires d'une industrie pharmaceutique avec ses médicaments modernes, efficaces... mais chers, et les médicaments contrefaits pour les pauvres du Tiers Monde sont finalement deux aspects d'une même course au profit, sur le dos des malades.

Cédric DUVAL

## Un tour « chargé » en drogue car chargé en fric

Le Tour de France cycliste n'avait pas pris le départ qu'une enquête concernant une affaire de dopage de coureurs devant participer à cette épreuve était ouverte en Espagne. Des perquisitions ont permis la saisie de quantités importantes de produits dopants et de poches de plasma sanguin.

Cinquante-huit coureurs sont soupçonnés, cinq personnes, médecins, managers du milieu cycliste, ont été interpellées. La direction du Tour de France a décidé de bannir de l'épreuve une équipe espagnole et a demandé à une autre équipe de s'en retirer. Il s'agirait de la plus grande affaire de dopage de l'histoire du cyclisme, mais pas de la première. Année après année, chaque épreuve est dorénavant affectée par un scandale de ce type.

Le manager de l'équipe Bouygues-Telecom peut tou-

jours clamer : « C'est la dernière histoire. Nous n'aurons plus le droit d'en avoir d'autres », il est le premier à savoir que les enjeux sont trop grands, les sommes investies trop importantes pour laisser le résultat de cette épreuve et les retombées publicitaires espérées au seul hasard des capacités physiques des coureurs.

Car, comme dans d'autres compétitions, d'autres disciplines (si on ose dire), ce qui est aux commandes, ce sont les retombées financières escomptées. Et si le milieu du cyclisme est prêt à prendre des risques importants en truquant les performances, ce n'est pas seulement le fait de trafiquants, mais le résultat de tout ce système où les résultats des coureurs sont avant tout un moyen de permettre à leurs « sponsors » d'augmenter leurs bénéfices.

Alain VALLER

## Le chômage baisse, pas la pauvreté

En mai dernier, il y a eu 48 900 demandeurs d'emploi en moins et au total, sur quatorze mois, cela représenterait une baisse de 261 000 chômeurs. « Sur vingt-cinq ans, c'est le troisième meilleur chiffre, à 1 500 chômeurs près », s'est félicité Borloo, le ministre de l'Emploi. Pourtant avec 2 213 000 personnes toujours inscrites à l'ANPE, il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser. Et ce chiffre déjà énorme ne rend compte que d'une partie de la réalité. Car bien d'autres chômeurs ne sont pas comptabilisés, par découragement, du fait des radiations, ou encore à cause de la façon dont sont faites les statistiques.

Et puis, que signifie cette baisse du chômage ? S'accompagne-t-elle de la baisse de la pauvreté ? Sur ce plan le gouvernement ne risque pas de fanfaronner en présentant des courbes descendantes : 4,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France, soit 7 % des ménages. Le nombre des emplois créés reste très bas, quant aux salaires auxquels ils donnent droit, ils sont la plupart du temps très insuffisants. Ainsi, selon un bilan officiel présenté récemment par Larcher, le ministre du Travail, 32 % des branches de la métal-

lurgie et 42 % de celles du BTP ont des salaires minima inférieurs au smic. Et que dire de la rémunération perçue par des dizaines de milliers de salariés contraints de ne travailler qu'à temps partiel ?

La précarité ne cesse en fait de progresser. L'emploi en intérim a doublé en dix ans, si bien qu'aujourd'hui on peut ne plus être chômeur mais continuer à être plongé dans la pauvreté, avoir un emploi mais vivre sans domicile fixe. Que veut dire « donner un emploi » si cela ne permet pas de vivre et de faire vivre correctement sa famille avec son salaire ? Régulièrement, on nous présente la Grande-Bretagne comme un pays modèle où le taux d'emploi est un des plus élevés d'Europe. Mais, pour l'essentiel, les emplois créés sont de « petits boulots » aux salaires tellement peu élevés que c'est dans ce pays que la pauvreté a commencé à s'installer parmi ceux qui ont un travail.

Pour tout un chacun, quand on cherche un travail, c'est pour pouvoir en vivre, mais pour le patronat, l'idéal est que ceux qu'il emploie soient payés presque aussi peu que quand ils se trouvaient au chômage.

Annie ROLIN

Vient de paraître :



Edité par Lutte Ouvrière  
Prix : 6 euros

Vous pouvez vous le procurer auprès de nos militants ou en écrivant à :  
Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Joindre un chèque de 7 euros (pour les frais d'envoi) à l'ordre de Lutte

• **Le retour de Jospin**

## Recours en vue

Jospin avait déclaré se retirer de la vie politique au soir du premier tour des élections présidentielles de 2002. Mais c'était une sortie comme en font ces comédiens qui n'en finissent pas de multiplier leurs séances d'adieu. En fait, et on pouvait s'en douter, il se mettait « en réserve ». Il rappelait d'ailleurs régulièrement son existence par quelque déclaration ou des séances de signature d'un livre opportunément paru. Cette fois, à moins d'un an de la présidentielle, mais surtout à quelques mois de l'investiture au sein du Parti Socialiste, Jospin vient de mettre le pied sur l'accélérateur en opérant un coup médiatique de plus, sous forme d'une longue tribune libre parue dans *Le Monde*, suivie d'une interview lors d'un journal de 20 heures de TF1.

Bien sûr, il jure la main sur le cœur que sa priorité n'est pas encore sa propre candidature à la présidentielle, préférant, dit-il, « insister sur les problèmes de fond » et sur les « enjeux » de cette échéance. Rien de bien original. On retrouve dans ses propos des thèmes qui en deviennent banals à force d'être ressassés. Il faut, dit-il, « instaurer à la base un juste partage des fruits de l'activité économique et de la richesse nationale ». Il faut « revoir le rapport entre le capital et le travail », ajoute-t-il. Quant à « la restauration de l'autorité de l'État et le respect de la loi », un des axes principaux de la politique dont lui aussi se réclame, pour cela, il faut aussi « que les riches et les puissants (soient) contenus dans leurs privilèges et rappelés à leurs obligations par une politique équitable ». Bref, un discours à l'unisson de ceux que l'on trouve dans la bouche des dirigeants de la gauche et... de la droite.

Mais si Jospin insiste en parole sur ces enjeux, majeurs selon lui, sa principale préoccupation est ailleurs. Pour que la gauche ait une chance de l'emporter, il faut qu'elle n'aille

pas en ordre dispersé et que le PS sache surmonter ses divisions. Il faut donc « rassembler la gauche ». Jospin a un bonus en ce domaine, en tant qu'ancien chef de feu la gauche plurielle et dernier partant (pour l'instant) dans la course à l'Élysée. Chacun l'aura compris, pour Jospin, même s'il ne le dit pas, l'homme de la situation n'est autre que Jospin lui-même qui, en réserve, a attendu son heure.

Le voilà dorénavant prêt à être le « recours » capable de neutraliser les ambitions multiples au sein du PS, de Ségolène Royale à Fabius, et de Strauss-Kahn à Lang.

Dans ce jeu-là, les opérations médiatiques, les poses qu'elles permettent de prendre, valent bien davantage que les idées et le programme. Sur ce plan, s'attarder sur ce qui a échoué lors de son passage au pouvoir, sur les raisons de ces échecs, ne pourrait être que du plus mauvais effet. Parlons avenir, dit-il en substance. Sans préciser d'ailleurs lequel il propose. C'est bien commode.

Michel ROCCO

• **PCF**

## Buffet « n'a rien à négocier avec le PS »... mais s'y rallie

On ne peut pas dire que Marie-George Buffet ignore véritablement ce que le PS se prépare à faire si, à l'issue de la présidentielle, un de ses candidats était élu à l'Élysée et si une réédition de la gauche plurielle obtenait la majorité aux élections législatives qui suivront peu après.

gauche) avons été au pouvoir. Et à chaque fois la droite est revenue au pouvoir plus arrogante pour développer ses réformes ». Mais quelle leçon a-t-elle tirée de cette lucidité à retardement ? Trois échecs, ce n'est quand même pas rien ! Quand on est trompé une fois, on peut dire que c'est par manque d'expérience (encore que le PCF qui

Royal ». Mais encore ? Dans le cadre institutionnel de l'élection présidentielle, ni le PCF ni d'autres ne sont véritablement maîtres du choix des candidats qui s'affronteront au second tour. Et encore moins sur le choix du candidat qui portera les couleurs du PS dans cette élection. D'ailleurs si c'était un Fabius ou un Jospin, qu'est-ce que cela changerait pour l'avenir de la population laborieuse ?

Et quand on lui demande si, au bout du compte, le PCF ne finira pas par rallier le PS pour sauvegarder son groupe parlementaire, M.G. Buffet répond qu'elle n'a « rien à négocier avec les socialistes ». « Il n'y a (avec eux) aucune tractation », dit-elle. Il est possible, ne serait-ce que du fait des socialistes eux-mêmes, qu'il n'y ait actuellement aucune tractation. Mais n'y en aura-t-il pas d'ici 2007, c'est moins sûr. Encore que l'essentiel n'est pas là. La secrétaire du PCF conclut son interview, en s'exclamant : « J'attends qu'on me réponde sur ce qu'on fait au deuxième tour : c'est quand même important de savoir si on veut battre ou pas Sarkozy ! ». Comme si c'était là tout le problème ? N'est-il pas bien plus important d'expliquer clairement, et dès aujourd'hui, sur quelles perspectives, sur quels objectifs, sur quelles revendications la classe ouvrière et ceux qui militent en son sein ou à ses côtés doivent se retrouver pour que l'on ne puisse pas dire, piteusement, ensuite « qu'encore une fois on a déçu » ?

Jean-Pierre VIAL



Ce sera sans doute une nouvelle fois le PS qui l'emportera : "ensemble" signifiant... Le PC derrière !

Interrogée dans *Le Monde* du 30 juin sur le projet de programme du PS, elle répond : « Je vois dans six mois un gouvernement élu avec le programme du PS qui expliquera qu'il faut réduire les dépenses à cause du pacte de stabilité ». Bien vu et même bien prévu. Il faut dire que la secrétaire nationale du PCF n'a pas besoin d'une boule de cristal pour prévoir cet avenir. L'attitude passée des gouvernements du PS auquel elle ou des membres de son parti ont participé, aide à le prévoir.

La dirigeante du PCF fait d'ailleurs référence à ces expériences. « Trois fois nous (la

n'est pas né de la dernière pluie ne devrait pas en manquer). Mais comment qualifier ceux qui se font tromper deux, trois fois, dans les mêmes conditions. Et comment faire pour éviter la quatrième ? Les réponses que donne la direction du PCF ne sont guère rassurantes à cet égard.

Marie-George Buffet explique : « Je veux que notre peuple se mêle au débat de la présidentielle et donne son avis comme lors du référendum de 2005 et ne soit pas réduit à choisir entre un candidat pour la droite, Sarkozy, et un pour la gauche, Ségolène

• **Congé de soutien familial**

## Un pas de plus vers le désengagement de l'État

Lors d'une conférence sur la famille qui s'est tenue lundi 3 juillet, Villepin a annoncé plusieurs mesures destinées à « encourager les solidarités familiales ». La principale consiste en la création d'un « congé de soutien familial » de trois mois, renouvelable pendant un an, pour les personnes obligées d'interrompre leur activité professionnelle afin de s'occuper d'un parent dépendant, à cause de son âge ou d'un handicap.

Cette mesure devrait entrer en vigueur début 2007, après discussion au Parlement, dans le cadre d'un projet de loi sur le financement de la Sécurité

sociale. Pour l'instant donc, il ne s'agit de rien de plus qu'un effet d'annonce, à propos d'une « solidarité » qui ne coûtera guère qu'à celui ou celle qui demandera ce congé. En effet, il n'est pas prévu de rémunération, même si le salarié continue pendant son interruption de travail à acquiescer des droits à la retraite.

En principe, l'employeur ne pourra pas refuser ce congé au salarié qui en fait la demande, et il sera tenu de lui redonner son emploi. Reste à savoir ce que le texte donnera au final, s'il ne contient pas, en petit, des clauses restrictives permettant à l'employeur de refuser « dans

certaines circonstances » ! Et puis, il faudra encore oser faire la démarche, quand on connaît toutes les pressions exercées par les patrons pour que leurs salariés ne s'absentent pas. Déjà, la CGPME, la confédération des petites et moyennes entreprises, a annoncé que ce congé « de trop » risquait de « désorganiser » les petites entreprises !

Un congé « de trop », alors que les travailleurs ayant une personne dépendante dans leur entourage doivent la plupart du temps se débrouiller seules et sont obligées d'interrompre leur activité professionnelle quand la charge

devient trop lourde, et que les soins réclament une présence constante. Les mesures prévues par Villepin ne changeront rien à leur situation, faute de places dans des établissements spécialisés capables de prendre en charge les handicaps lourds. Le plan « solidarité grand âge » prévoit la création de 12 500 places d'accueil de jour d'ici cinq ans, pour permettre à « l'aidant familial » de continuer à travailler. C'est dérisoire, lorsque l'on sait par exemple que le nombre de personnes atteintes en France de la maladie d'Alzheimer est estimé à plus de 800 000, et qu'elles sont prises en charge par les

familles dans 70 % des cas. Pour leur permettre de se reposer quelques jours, il est aussi prévu la création de quelque 5 000 places d'hébergement temporaires.

Le gouvernement appelle ces mesures « le droit au répit ». Un répit de quelques jours ou quelques mois, et à la charge du salarié ! Toujours sous couvert de « solidarité », l'État se désengage en fait, et de plus en plus, des fonctions de prise en charge des personnes dépendantes qui devraient être les siennes.

Marianne LAMIRAL

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

### Sauver le soldat Shalit ?... Ou s'en servir de prétexte contre le peuple palestinien ?

Raids aériens et intrusion de chars dans la bande de Gaza, destruction de la principale centrale électrique, de ponts de routes, ont succédé aux assassinats dits ciblés, courant juin. Ceux-ci avaient déjà fait de nombreux morts parmi la population civile. Pour récupérer le soldat Shalit, Ehud Olmert fait peser une menace encore plus lourde. Il demande à l'armée israélienne d'agir « avec toute sa puissance » et de recourir « aux moyens extrêmes ». La population palestinienne est prise toute entière en otage. Et pour un prisonnier israélien, faut-il rappeler qu'il croupit 10 000 Palestiniens, dont des femmes et des très jeunes, dans les geôles israéliennes ?

Ce pouvoir israélien dont on nous vante le prétendu attachement à la démocratie, aime tellement celle-ci qu'il a décidé, après que les Palestiniens par leur vote en janvier dernier aient porté le Hamas au gouvernement, un blocus sur des approvisionnements vitaux pour la population et sur les mouvements financiers, privant l'État palestinien de tous ses moyens, le mettant dans l'incapacité de payer ses fonctionnaires, d'assurer un minimum des services publics, hôpitaux, écoles, etc. C'est sans doute toujours par la vertu du même esprit démocratique, qu'une rafle de l'armée israélienne la semaine dernière a conduit à l'arrestation de plus d'une soixantaine d'élus palestiniens, dont un tiers des ministres de l'actuel gouvernement !

À l'heure qu'il est les opérations de l'armée israélienne semblent bien plus destinées à tenter de faire chuter le gouvernement Hamas qu'à sauver le soldat Shalit.

Depuis les élections de janvier, sur fond de difficultés grandissantes dues au blocus, les relations entre les différentes factions palestiniennes se sont envenimées. Elles en sont même venues à des affrontements armés, milices du Fatah contre milices du Hamas. Pas tant à cause de leurs divergences politiques, mais parce que chacune dispute sa part de pouvoir. Les dirigeants israéliens en profitent. Les assassinats dits ciblés par l'armée israélienne de militants palestiniens, mais faisant les dégâts que l'on sait dans la population civile, ne pouvaient de leur côté que susciter l'esprit de vengeance et ainsi légitimer un terrorisme aussi aveugle, même si c'est avec infiniment moins de moyens, des activistes palestiniens. Mais les tirs de roquettes des groupes armés palestiniens sur le territoire israélien et en particulier sur la ville de Sdérot, ont davantage servi Ehud Olmert vis-à-vis de sa propre population qu'ils n'ont servi le peuple palestinien.

La proposition dite des prisonniers, membres de différentes organisations, Hamas, Fatah, Djihad Islamique, reprise à son compte par le président palestinien, semblait pourtant le mois dernier avoir eu un écho favorable parmi la population palestinienne, fatiguée de la situation, des nouvelles privations infligées, des affrontements inter palestiniens. Le document revendique l'instauration d'un État palestinien dans les frontières de 1967 (façon

de reconnaître l'état de fait jusqu'en 1967) avec Jérusalem comme capitale et le retour des réfugiés ; prône l'intégration du Hamas et du Djihad islamique à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ; la formation d'un gouvernement d'unité nationale auquel participent toutes les factions et particulièrement le Fatah et le Hamas ; il promet la fin des attentats en Israël et donnerait mandat à l'OLP et au président de l'Autorité palestinienne afin de mener les négociations de paix avec Israël.

Il a été présenté comme une reconnaissance « implicite » de l'État d'Israël. Il est une concession face à la pression israélienne. Une de plus après notamment les accords d'Oslo... Les Palestiniens pourraient légitimement douter d'y trouver cette fois-ci une solution, leur problème n'étant pas la reconnaissance de l'État d'Israël, « implicite » ou pas, mais celle d'un véritable État palestinien, et qui soit autre chose que ce bantoustan coupé en plusieurs morceaux sur lequel est censé régner l'autorité palestinienne et où elle est surtout sommée de faire la police sous menace de représailles israéliennes incessantes.

En proposant un référendum sur la base du document des prisonniers, le président Mahmoud Abbas, du Fatah, voyait l'occasion de regagner du terrain sur le Hamas, dont une fraction au moins semblait résolument opposée à une telle initiative. Les représentants du Hamas ont fini par signer un accord avec le Fatah – pas le Djihad islamique – pour éviter avec le référendum un éventuel désaveu dans les urnes. Ils n'ont pas évité pour autant les raids militaires israéliens.

Cet accord n'est, selon les dires des dirigeants israéliens, qu'une affaire entre Palestiniens qui ne peut rien changer à leur politique. Ils se sentent en situation de force et ne veulent rien négocier du tout. Et l'accord semble aujourd'hui caduc dans la mesure où les exactions militaires d'Israël ne peuvent qu'exacerber le désir de vengeance au sein de la population palestinienne. Ehud Olmert n'en est pas mécontent. Dans la nouvelle situation, il affirme ne vouloir accepter aucun échange de prisonniers. Ce qui n'empêche sans doute pas les tractations dans la coulisse par l'Égypte interposée, lesquelles leur permettent de gagner du temps pour essayer de localiser les ravisseurs. Ceux-ci ont en conséquence posé un ultimatum. Le soldat Shalit pourrait faire les frais de l'intransigeance israélienne et un nouveau chaos meurtrier suivre en conséquence.

Il ne peut y avoir de véritable issue pour le peuple palestinien, comme pour le peuple israélien, sans que surgissent en leur sein des forces politiques sortant de l'étroit nationalisme, menant la lutte au nom des intérêts de tous les travailleurs et de tous les opprimés de la région, défendant le droit de tous à l'existence et leur droit à avoir leur propre État.

Le 4 juillet 2006

Louis GUILBERT

#### Convergences Révolutionnaires n° 46 (juillet-août 2006)

Bimestriel publié par la Fraction

**Dossier :** Afghanistan, Irak, Iran, Somalie... l'islamisme face à l'impérialisme :  
Ennemis irréductibles ou futurs partenaires.

**Articles :** En marge du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT : naissance d'une opposition ? – La Poste : un syndicalisme bien tempéré – Les 35 heures renégociées à Disney : un vol de temps, de salaire et d'emplois – Belgique : l'extrême droite gonfle, la gauche se dégonfle – Brésil : le congrès de Conlutas – Bolivie : une tribune de la LOR-CI (FTOI).

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :  
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18

ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19

Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### • Arno Klarsfeld nommé médiateur

## Dans le camp des expulseurs

Ce n'est certes pas par hasard que Sarkozy a choisi de nommer Arno Klarsfeld comme « médiateur » chargé d'examiner les demandes de régularisation des sans-papiers dont les enfants sont scolarisés en France. Ses parents, Serge et Beate, agissent depuis des décennies pour que les criminels de guerre nazis soient poursuivis en justice ; de ce fait, et indépendamment de sa personnalité, le fils tire bénéfice de son nom.

Mais il est avant tout un proche du ministre de l'Intérieur. Klarsfeld dit s'être rallié à Sarkozy après que celui-ci s'est déclaré opposé à la double peine, qui fai-

sait qu'un délinquant étranger, en plus de sa peine, était renvoyé vers son pays d'origine. N'étant pas un ingrat, Sarkozy lui a renvoyé l'ascenseur, trois fois en six mois. Klarsfeld a d'abord été chargé de mener « un travail approfondi sur la loi, l'histoire et le devoir de mémoire », c'est-à-dire de statuer sur le rôle « positif », ou non, de la colonisation française. Ensuite, il s'est vu confier la rédaction d'un rapport sur la violence des jeunes : sept pages dans lesquelles il constate que « la violence des mineurs a doublé » ou qu'il existe des « phénomènes de bandes... » ce que chacun peut voir des fenêtres de son HLM. Le voilà mainte-

nant promu médiateur pour examiner les dossiers des sans-papiers, ce qui ne veut pas dire aider. Il a d'ailleurs été clair sur ce point, en déclarant que des expulsions seraient « possibles après examen du dossier et si les gens ne sont pas régularisables ».

Avocat surtout connu lors du procès Papon ainsi que pour ses coups d'éclat médiatiques, sa fréquentation des lieux à la mode et sa pratique des rollers, Arno Klarsfeld est par ailleurs un défenseur inconditionnel de l'État d'Israël et de sa politique de répression contre les Palestiniens. Il possède la double nationalité française et israélienne et s'est glorifié d'avoir effectué plus d'un an de service militaire volontaire en 2003 en Israël, chez les gardes-frontières de Jérusalem-Est. Un garde-frontière en Israël ne se contente

pas uniquement de « vérifier les passeports, jouer au billard avec les soldats ou parler filles et voitures avec eux », comme il le déclare dans *Le Monde*, son rôle est



Abandonnant les effets de manches et le cliquetis des armes, Arno Klarsfeld va autoriser des expulsions : un avocat pour Sarkozy...

d'empêcher les Palestiniens de circuler librement en Israël et de les refouler sous le prétexte facile qu'ils pourraient être des terroristes.

« Je suis fier de servir au sein de l'armée d'Israël », a-t-il déclaré à *Guysen Israël News* en décembre 2003, qui a « une éthique remarquable, ce qui est unique dans la région ! Aujourd'hui, je peux témoigner et affirmer qu'à tous les instants, la démocratie, le respect de l'autre et de la vie sont des objectifs essentiels. » Opprimer un peuple, paralyser son économie pour lui ôter tout moyen de subsistance, bombarder des maisons, des plages, priver les hôpitaux d'électricité, voici comment l'État d'Israël applique la notion de « respect de l'autre » si chère à Arno Klarsfeld...

Marianne LAMIRAL

### • Créteil

## Solidarité envers les lycéens anti-CPE condamnés

Depuis le mouvement anti-CPE, qui s'était accompagné d'un certain nombre de « blocages » d'établissements, neuf lycéens de Créteil étaient poursuivis devant le tribunal correctionnel pour avoir... bouché les serrures du lycée Branly. Ils viennent d'être condamnés le 30 juin à une amende de 600 euros avec sursis, une sanction plus légère que celle demandée contre eux par le procureur un mois plus tôt. Il n'en reste pas moins qu'ils auront passé dix heures en garde à vue après leur interpellation. Cette affaire avait suscité une réaction de syndicats d'enseignants et de parents d'élèves FCPE, qui avaient fait circuler une pétition et organisé un rassemblement de protestation devant le tribunal lors de la comparution des lycéens, le 2 juin. Il était demandé la relaxe pour ceux de Créteil et, plus largement, après le recul du gouvernement sur le CPE, l'amnistie pour les jeunes lycéens,

étudiants et salariés qui s'étaient engagés dans la lutte pour son retrait.

À Créteil, si la relaxe n'a pas été obtenue, les lycéens vont tout de même pouvoir partir en vacances tranquilles. Mais aux dires d'un collectif d'élèves-avocats, il y a eu dans le pays 1 950 personnes mises en garde à vue et 637 poursuites pénales concernant le mouvement anti-CPE. En avril dernier, il y avait déjà eu 239 condamnations dont 72 à des peines de prison ferme. Ce collectif rapporte aussi des témoignages de personnes arrêtées à qui la police avait proposé comme alternative, soit d'être placées ou maintenues en garde à vue, soit d'accepter de signer une déclaration dans laquelle elles reconnaissent leur culpabilité pour des actes de violences qu'elles n'avaient pourtant pas commis.

Correspondant LO

## Des papiers pour tous !

Depuis deux semaines, des milliers de familles sans papiers ayant des enfants scolarisés se pressent devant les guichets des préfectures réservés aux étrangers pour demander leur régularisation.

Certains viennent dès trois heures du matin ou attendent la journée entière pour ne recevoir qu'un formulaire, obtenir un rendez-vous ou déposer une demande de carte de séjour. À Paris, plus de deux mille rendez-vous d'entretien ont été fixés par l'administration. D'autres préfectures n'en donnent qu'au compte-gouttes, certaines refusent ces entretiens et n'examinent les demandes que sur dossiers.

Cette vague d'espoir a été provoquée par la diffusion partielle, dans le milieu immigré, d'une circulaire du ministère de l'Intérieur du 13 juin 2006. Cette circulaire, qui n'est pas du tout humanitaire, ordonne aux préfets de reprendre les expulsions de parents et de leurs enfants scolarisés dès la fin de l'année scolaire, le 30 juin.

Les services préfectoraux doivent impérativement proposer aux familles un départ volontaire assorti d'une aide financière. Si certaines familles, dit la note, refusent ce départ, les préfets peuvent réexaminer leur situation en vue d'une admission au séjour, mais à titre très exceptionnel.

Le problème pour le ministère, c'est que les familles refusent le départ et revendiquent leur régularisation. Plusieurs milliers de familles font savoir qu'elles remplissent certains des critères précis cités dans la circulaire pour être régularisées : que l'un des parents réside en France depuis deux ans ; que l'un des enfants soit scolarisé depuis septembre 2005 et que l'un des enfants soit né en France ou venu avant l'âge de 13 ans.

Ce sont ces possibilités qui suscitent un espoir de régularisation. Lors de la publication de cette circulaire, les services de Sarkozy avaient annoncé qu'environ 720 familles, soit 2 500 personnes pourraient être régularisées. Aujourd'hui ce sont des milliers de familles, soutenues par des associations, des collègues de travail, des professeurs et parents qui réclament publiquement leurs régularisations.

Pour être régularisés les familles doivent montrer : une réelle volonté de s'intégrer ; la maîtrise du français ; le sérieux des études des enfants et leur absence de lien avec le pays dont



Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> juillet, à Paris.

ils ont la nationalité, et pour toute la famille, l'absence de trouble à l'ordre public.

Devant ces critères éminemment interprétables les familles ont raison de se mobiliser et la population qui les soutient a raison d'afficher sa solidarité. Le succès des manifestations du 1<sup>er</sup> juillet va dans ce sens et face à ce gouvernement qui, le vendredi 30 juin, a fait voter à l'Assemblée sa loi CESEDA, confirmant ainsi sa volonté d'expulser 25 000 sans-papiers cette année et officialisant les entraves au regroupement familial, il faut continuer à exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

Louis BASTILLE



Lutte Ouvrière a signé l'appel du MRAP « Pour une régularisation globale et immédiate de tous les sans-papiers en France ».

Alors que des centaines de sans-papiers, présents parfois depuis de longues années en France, revendiquent le droit de vivre dignement en situation régulière,

Alors que les politiques mises en œuvre par le gouvernement à leur rencontre ne sont faites que de répression,

raffes, rétentions, condamnations, expulsions, ce qui fait vivre des conditions inhumaines à de nombreuses familles,

Alors qu'en Europe, l'Espagne, la Suède, l'Italie, l'Angleterre ont décidé ou annoncé des opérations de régularisation globale de sans-papiers, que d'autres pays

demain peut-être suivront cette voie et que de nombreuses personnalités, en France même, ont exprimé leur accord avec cette perspective,

Les associations, syndicats, partis, ci-après signataires, appellent à une régularisation globale et immédiate de tous les sans-papiers en France.

### • Paris XI<sup>e</sup>

## Des parents s'organisent

La mobilisation s'amplifie dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour la défense des familles sans papiers, depuis la constitution des dossiers de demandes de titres de séjour, jusqu'aux accompagnements en préfecture de chaque famille, en passant par la signature de pétitions, les parrainages et les manifestations devant les écoles. À notre connaissance, sur l'arrondissement, il existe une dizaine de comités de soutien constitués de parents de chaque école.

Jeudi 22 juin, nous avons

défilé depuis l'école des Trois-Bornes vers celle de la Baleine et la semaine suivante des parents du 10<sup>e</sup> ont manifesté devant l'école Bullet. Dans un quartier populaire et métissé comme le 11<sup>e</sup>, ces manifestations ont été bien accueillies.

Le 24 juin des parrainages ont été organisés à la mairie du 11<sup>e</sup>, des parents et un élu s'engageant à être les parrains d'une famille. La mairie était comble. Les élus de gauche et le maire Georges Sarre (MRC) ont dénoncé les menaces d'expulsion et appelé à s'y opposer sans

toutefois réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.

Chaque école de l'arrondissement soutient une à deux dizaines de familles. Un calendrier de présence des parents pendant l'été a été établi. Le samedi 1<sup>er</sup> juillet nous nous sommes retrouvés plus nombreux que le 13 mai à la manifestation contre les expulsions et les nouvelles lois anti-immigrés. Les banderoles du 11<sup>e</sup> étaient bien visibles.

Correspondant local

### • Chirac préside des naturalisations

## Un geste pour la galerie

Alors que de nombreux sans-papiers, enfants et adultes, sont sous la menace d'une expulsion, Chirac a pour la première fois présidé une remise de décrets de naturalisation à la préfecture d'Indre-et-Loire. Cette cérémonie ne concernait que 77 familles de ce département qui se sont vu remettre en plus leur certificat de nationalité française, la déclaration des droits de l'homme de 1789, un résumé de la Constitution et « la Marseillaise ». En prime Chirac a aligné quelques poncifs sur la République et ses valeurs : « Devenir français, ce n'est pas une simple formalité administrative. C'est un acte fondamental, un acte qui engage. (...) Devenir français, c'est un honneur. » Bref être français, ça se mérite.

Comme si les dizaines de millions d'habitants de la France avaient choisi d'y naître tandis que d'autres se seraient fourvoyés en voyant le jour dans des pays dévastés par

des guerres ou par une extrême pauvreté ! Et qui décide ce qui est méritoire ? Endurer d'innombrables souffrances et risquer sa vie pour échapper à la misère noire et permettre à sa famille de survivre, n'est-ce pas méritoire ? Tout quitter pour échapper aux exactions d'une dictature ou de bandes armées, n'est-ce pas « un acte qui engage » ? Travailler sur des chaînes de production, dans le bâtiment, dans des ateliers, des cuisines ou des exploitations agricoles pour des salaires de misère, n'est-ce pas méritoire ?

Chaque femme, chaque homme a le droit à une vie digne, et si c'est en France qu'ils pensent la trouver c'est que dans ce pays ont été accumulées des richesses souvent produites par leurs pères quand elles ne leur ont pas été volées. C'est aussi pour cette raison qu'il faut régulariser les sans-papiers.

Annie ROLIN

• Mexique : massacre de la place des Trois-Cultures

## Un ministre rattrapé... 37 ans après

Un mandat d'arrêt a été lancé vendredi 30 juin contre Luis Echeverria, jugé responsable du massacre d'étudiants perpétré place Tlatelolco, la place des Trois-Cultures, à Mexico, le 2 octobre 1968, et poursuivi pour « complicité de génocide ». Il était alors ministre de l'Intérieur et chef de la Sécurité nationale ; deux ans plus tard, il devint président et le resta jusqu'en 1976.

Ce jour-là, en effet 10 000 manifestants, en majorité étudiants, étaient venus écouter, sur cette place de Mexico, les dirigeants des grèves qui paralysaient les universités. Le gouvernement mexicain de Gustavo Diaz organisa un véritable piège, avec l'aide de la police antiémeutes et de l'armée. Des tireurs postés sur les toits tout autour de la place ouvrirent le feu sur la foule. Les tirs d'armes automatiques firent plusieurs centaines de morts selon les familles et des témoins, seulement trente selon les autorités !

La contestation contre le régime autoritaire de Gustavo Diaz Ordaz, avait commencé des mois auparavant. Après une intervention particulièrement

brutale de la police contre des étudiants le 22 juillet 1968, grèves et manifestations étudiantes se déclenchèrent, toutes marquées par des affrontements avec la police et de nombreuses arrestations. Le 27 août, il y avait un demi-million de personnes sur la grande place de Mexico, le Zocalo.

À l'approche des Jeux olympiques qui devaient se dérouler à Mexico, le pouvoir voulut frapper un grand coup pour tenter de faire taire cette opposition, ce qu'il fit le 2 octobre. Après la fusillade, des milliers de dirigeants et militants se retrouvèrent en prison, certains y restèrent plusieurs années, d'autres disparurent.

Mais l'agitation continua à s'exprimer durant les années suivantes et le pouvoir, de son côté, continua à répondre par la force, comme le 10 juin 1971. Un témoin de cette journée raconte : « *Cet après-midi là, nous étions 8 000 à 10 000, mais en face, il y avait bien 2 000 policiers, 1 000 militaires et un millier de Faucons (une force spéciale de paramilitaires).* » Ce jour-là, il y eut des dizaines de morts, et aucun bilan officiel ne fit jamais état de



Des militaires emmènent un étudiant capturé dans les locaux universitaires quelques semaines avant le massacre.

l'ampleur de la répression.

Après avoir commandé un rapport sur la répression policière de ces années-là, Vicente Fox, le président sortant, décida il y a deux mois d'enterrer ce document rédigé au terme de quatre années d'enquête, tout de même tiré d'archives de la police et de la justice, même si celles de l'armée, elles, sont encore protégées par le secret !

Luis Echeverria est le premier haut responsable à être arrêté, ou plutôt mis en résidence surveillée, pour les atrocités commises durant cette période qu'on a appelée la « Guerre sale ». Cela est survenu juste deux jours avant l'élection présidentielle. Les mauvaises langues diront que le PAN, le parti du président sortant, avait quelques préoccupations électoralistes, lui qui s'était

engagé à conduire devant la justice tous les anciens responsables de la répression de ces années-là.

Il est peu probable que la mise en résidence surveillée d'un homme de 84 ans dans l'attente d'un procès qui pourrait traîner en longueur suffise à satisfaire les proches de ceux qui ont été tués ou qui ont disparu.

Aline RETESSE

• Ukraine

## Nouveau gouvernement, vieux problèmes

Trois mois après les élections législatives censées lui donner naissance, la Rada (le Parlement ukrainien) a accouché d'un nouveau gouvernement. Il était temps. À un ou deux jours près, faute d'accord entre les clans politiques dirigeants, la Rada aurait dû être dissoute, et les députés retourner devant les électeurs, ce dont ils ne voulaient en aucun cas, tant est grand le discrédit des uns et des autres parmi la population.

Pour le moment, car cet accord est bancal, Ioulia Timochenko a retrouvé le poste de Premier ministre dont l'avait éjectée, il y a huit mois, son allié-rival, le président Iouchtchenko. Le parti de celle qui a pour sobriquet « *princesse du gaz* » a dû accepter de partager le pouvoir avec le parti du président, Notre Ukraine. Et comme cela ne suffisait pas pour assurer une majorité à la Rada, l'une et l'autre se sont alliés au SPU, le Parti Socialiste Ukrainien, qui est en fait celui de la puissante bureaucratie agrarienne : celle des directeurs de kolkhozes, de sovkhoses, de combinats agro-alimentaires.

Il fallait bien cette combinaison hétéroclite de clans et partis, déjà arrivés au pouvoir après la « révolution orange », pour faire pièce au Parti des Régions, arrivé en tête des élections législatives. À peine un an après la « révolution orange », ce Parti des Régions, souvent catalogué comme pro-russe et lié aux milieux de l'ex-présidence de Koutchma, n'a eu guère de mal à se refaire une certaine virginité en quelques mois d'opposition.

En effet, dès 2005, les partis composant le pouvoir « orange » ont étalé au grand jour leur cupidité, leur soif de places, d'enrichissement rapide, en même temps que leur incompétence à résoudre les problèmes du pays et de la population, dont le niveau de vie recommençait à se dégrader à grande vitesse. Du coup, les partis « orange » ont réussi, en quelques mois, à écœurer une bonne partie de leurs anciens partisans.

Une fois les élections passées, et perdues par eux, ils ont dû faire taire in extremis leurs ambitions opposées, et leurs dénonciations mutuelles d'affairisme crapuleux pour revenir aux affaires, dans tous les sens du terme. Mais, précisément, les juteuses

affaires de privatisation et de trafic de sinécures qui les avaient fait se jeter à la gorge les uns des autres après la « révolution orange » ne peuvent profiter à la fois à tous ceux qui lorgnent dessus. Cette situation conflictuelle, qui avait déjà rapidement fait éclater la majorité « orange », n'a pas changé, et l'on peut s'attendre à ce qu'elle produise les mêmes effets.

Les clients politiques de Ioulia Timochenko piaffaient d'impatience après sa mise à l'écart par le clan présidentiel et ils ont sans doute été ravis de l'entendre dire qu'elle avait l'intention de renégocier l'accord gazier avec Moscou. Le transit du gaz russe par le territoire ukrainien est la principale source de revenus de toute une partie de la bureaucratie ukrainienne. De même, les menaces qu'elle a proférées contre des affairistes de haut vol dont la (très) bonne fortune devait tout à leurs liens avec le précédent président, Koutchma, ont résonné comme une promesse de butin pour certains.

Mais cette nouvelle ruée sur les dépouilles de l'ancienne économie soviétique et cette empoignade autour des gazoducs russes risquent forcément de heur-

ter les intérêts d'affairistes liés à d'autres clans qu'à celui de Timochenko, à commencer par ceux qui gravitent autour de la présidence. Même chose s'agissant du troisième larron gouvernemental, le SPU, dont la clientèle politique pâtit du bras de fer gazier entre Moscou et Kiev. En effet, pour faire pression sur Kiev, le gouvernement russe de Poutine a instauré un embargo de fait sur certaines exportations agro-alimentaires ukrainiennes, les prix de la viande ukrainienne ayant de ce fait fortement chuté et plusieurs gros combinats ayant dû fermer.

Trop faibles séparément pour exercer et conserver le pouvoir, ces clans dirigeants de la bureaucratie ont été contraints de s'allier. Mais cette alliance est explosive car, comme en Russie, c'est essentiellement par le canal du pouvoir que transitent les possibilités de s'enrichir... et ceux qui se déchirent pour les accaparer.

Pendant ce temps, dans le camp de l'opposition, on louvoie entre les clans revenus au pouvoir pour ménager les affaires des bureaucrates-hommes d'affaires qui tiennent les grandes concentrations industrielles de l'est de

l'Ukraine. Quant à la population, dont le mécontentement est évident, ne serait-ce que du fait de la forte hausse des prix, cette même opposition cherche une nouvelle fois à la dévoyer sur le terrain du nationalisme.

L'occasion lui en a été fournie lorsque le gouvernement intérimaire a prétendu organiser des manœuvres communes avec l'OTAN en Crimée, une région russophone. Alors qu'il y avait eu des précédents, des manifestations ont forcé le gouvernement à reculer et les militaires américains à plier bagage. Le président Iouchtchenko ayant donné son feu vert à un référendum sur l'entrée à terme de l'Ukraine dans l'OTAN (les sondages donnent une majorité des deux tiers qui s'y opposerait, avec entre autres le soutien du SPU, membre de la majorité gouvernementale), cela promet une nouvelle foire d'empoigne sur un terrain où il sera beaucoup question de nationalisme, mais certainement pas des intérêts concrets, immédiats et vitaux de la population.

Pierre LAFFITTE

• **Guinée-Conakry**

# Des manifestations étudiantes qui se terminent dans le sang

Rares sont les médias français qui se sont fait l'écho des événements tragiques qui se sont déroulés entre le 8 et le 13 juin en Guinée-Conakry, et qui auraient fait au moins 21 morts et 87 blessés

La Guinée – souvent appelée « Guinée-Conakry » pour la distinguer de ses voisines la Guinée-Bissau et la Guinée équatoriale – compte environ 9 millions d'habitants. Épargné jusqu'ici par les conflits qui secouent nombre de pays africains, ce pays reste cependant marqué par des années d'exploitation coloniale française (le premier comptoir français ayant été créé en 1714). Aujourd'hui encore, les exceptionnelles ressources minières (bauxite, or, diamant, uranium...) et agricoles (café, coton, fruits...) du pays ne profitent pas à la majorité de la population du pays, mais aux grands trusts occidentaux qui les exploitent et à une poignée

de dirigeants locaux prompts à noyer toute velléité de contestation dans le sang. La Guinée est gouvernée par le général Lansana Conté, au pouvoir depuis le coup d'État militaire du 3 avril 1984.

D'après des témoignages parus dans le journal d'opposition *La Lance* du 14 juin, le début des événements remonte au 8 juin. Le récit des événements qui suit est en grande partie tiré de ce journal.

Face à la pénurie d'eau et d'électricité et à la hausse récente du prix du riz et des carburants, la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG) et l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) ont lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée sur toute l'étendue du territoire guinéen.

Le 10 juin, un étudiant circulant à vélo a été écrasé par un camion devant le campus uni-

versitaire de Conakry. Les amis de la victime ont alors décidé de se rendre à pied à la morgue afin de lui rendre hommage. En chemin, ils ont croisé deux véhicules de l'armée. Les militaires, nerveux en cette période de grève, ont cru qu'ils avaient affaire à une manifestation étudiante et commencèrent à jouer de la matraque et de la crosse. Les étudiants ont répondu par des jets de pierres. Réfugiés dans leur campus, ils furent pourchassés par les militaires, cassant les portes des dortoirs, volant au passage de l'argent et des vêtements, défenestrant les jeunes qu'ils capturaient. Vingt-cinq étudiants ont été blessés et hospitalisés pour traumatismes crâniens, fractures, etc. Deux étudiants ont été violés.

Le lundi 12 juin, au complexe scolaire Syba, les candidats au bac ont attendu plusieurs heures pour passer les premières épreuves, mais ni les surveillants ni les

enseignants ne sont venus. Tous étaient en grève. Plusieurs milliers d'élèves ont alors décidé de se rendre à la Présidence afin de réclamer le passage de leur examen. Scandant des slogans hostiles au régime dictatorial en place, ils ont au passage saccagé la maison de Harouna Conté, frère du président.

Au début de cette matinée, un jeune apprenti chauffeur de 15 ans, Mamady Camara, a été renvoyé par son patron à cause de la grève générale. Arrivé au pont de Kénien, il s'est retrouvé au milieu de violents affrontements. Un gendarme lui a tiré dans le ventre. Mamady est mort quelques minutes plus tard. Vers 14 heures, un apprenti mécanicien de 17 ans, Mamadou Baïlo Barry, regardait passer la manifestation des lycéens. Un homme en uniforme s'est approché de lui et lui a tiré une balle à bout portant. Un camion militaire a aussitôt ramassé le

corps.

Dans Conakry, les militaires appelés en renfort ont tiré sur la foule, faisant plusieurs morts et blessés parmi les manifestants.

Dans plusieurs quartiers de la commune de Ratoma, l'annulation du bac a aussi entraîné des manifestations. S'en sont suivies de la part des militaires des descentes musclées, des pillages, des bastonnades dans les maisons.

Le directeur général de la police et le directeur de la sûreté urbaine ont annoncé onze morts sur l'ensemble du territoire guinéen. Selon ce dernier, deux seulement sont des lycéens, les autres étant des « loubards » excités par l'opposition ! Selon le journal *La Lance* et des sources hospitalières, le bilan serait beaucoup plus lourd : plus de 21 morts – le chiffre exact restant inconnu – et 87 blessés.

A. D.

• **Niger**

# Mourir de faim face à des étals bien approvisionnés

Plusieurs organisations humanitaires ont attiré l'attention sur la situation du Niger où une partie de la population est en train de mourir de faim. Dans ce pays, l'un des plus pauvres du monde, la famine n'est ni nouvelle, ni une catastrophe imprévue.

Beaucoup de témoins s'étonnent que le pays puisse vivre une grave crise alimentaire, alors qu'aujourd'hui la nourriture abonde sur les marchés. Mais voilà, les populations appauvries ne peuvent plus faire face à des prix devenus inabordables. Selon Action Contre la Faim (ACF), entre 2000 et 2004, les prix du millet et du sorgho, produits de base de l'alimentation des Nigériens, ont ainsi subi une augmentation moyenne de 80 %.

C'est que les problèmes de récolte et la famine ont fourni une bonne occasion aux spéculateurs et aux gros commerçants de faire fortune sur le dos des populations, avec la complicité du

gouvernement, en faisant flamber les prix des céréales. Quant aux représentants des pays ayant promis une aide, ils disent ne pas vouloir organiser de distributions gratuites afin de ne pas perturber « les mécanismes du marché » !

Les enfants sont évidemment les premières victimes de cette situation. Au moins 400 000 d'entre eux sont menacés de malnutrition grave. Ils sont également menacés par les maladies comme le paludisme et la dysenterie, leurs parents ne pouvant payer ni les soins ni les médicaments.

Cette catastrophe trouve peu d'écho en France alors que le Niger fut longtemps une colonie française. Il reste d'ailleurs une ressource de premier ordre pour des trusts comme Areva. Mais l'exploitation de l'uranium n'apporte aucune amélioration au sort des populations environnantes.

Roger MEYNIER



## Le « Cauchemar de Darwin », version malgache

L'usine Nutrima, située sur le port de commerce de l'île de la Réunion, a démarré sa production depuis quelques jours. C'est une filiale de l'Union régionale des coopératives agricoles et elle a bénéficié à ce titre de subventions du Conseil régional, d'aides européennes et locales, de mécanismes de défiscalisation qui couvrent 52 % de l'investissement.

L'usine recevra du soja en provenance d'Inde et de la farine de poisson venant

d'Europe du Nord pour fabriquer des aliments pour crevettes à destination des fermes aquacoles de l'île de Madagascar.

Naturellement les quelque 15 000 tonnes de crevettes, dont la moitié provient des élevages, produites à Madagascar sont en totalité exportées vers l'Europe, les États-Unis et le Japon. D'ailleurs, les fermes aquacoles ont été montées avec l'aide de la FAO (la branche alimentaire de l'ONU) et sont souvent à capi-

taux français.

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde, la malnutrition y est chronique. Mais si des milliers de tonnes de farine y sont acheminées sur 25 000 kilomètres, c'est pour nourrir des crevettes qui seront elles-mêmes réexportées à des dizaines de milliers de kilomètres de là.

Les crevettes viennent de Madagascar, mais les requins sont à Paris !

Paul GALOIS

• Réunion de l'OMC à Genève

## La foire d'empoigne du commerce mondial

Les États membres de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, doivent se réunir à Genève afin de tenter d'accoucher d'un accord, avec semble-t-il fort peu de chances d'y parvenir. Depuis cinq ans en effet qu'ont commencé les négociations dites du « cycle de Doha », les points de divergence se sont accumulés, et les échéances arrivent à présent à leur terme sans qu'un compromis soit en vue.

Sur la seule question du secteur agricole, le document de travail de la réunion de Genève ne comprend pas moins de 760 points encore en litige... et le secteur agricole est loin d'être le seul à poser problème.

L'OMC est l'avatar récent du GATT, un organisme international né après la Seconde Guerre mondiale afin de lutter contre le protectionnisme et pour abaisser les entraves au commerce, en particulier les barrières douanières. Sur le papier glacé des proclamations officielles, l'OMC, comme son prédécesseur, a pour rôle de promouvoir le libre-échange, la croissance économique et le bonheur des peuples. La réalité capitaliste est évidemment un peu plus terne.

Des règles justes et équilibrées dans un commerce mondial dominé par la concurrence et l'anarchie capitaliste, cela n'existe pas. Il s'agit de fixer le cadre au sein duquel s'affrontent les multinationales qui ont ceci en commun qu'elles cherchent à en ruiner d'autres, à plumer les salariés et les petits producteurs. Aussi, depuis qu'elle existe, l'OMC est-elle le lieu de perpétuels affrontements entre puissances capitalistes, chaque État luttant de son mieux pour promouvoir les réglementations favorisant sa propre bourgeoisie. Chaque accord, appelé « cycle », fait donc l'objet de laborieuses négociations s'étalant sur plusieurs années, et dont l'issue doit beaucoup moins à un idéal de justice et de paix, ou même de liberté commerciale, qu'aux égoïsmes nationaux, aux coups tordus et aux rapports de force.

Les principales tensions

opposent les pays impérialistes à ceux du Tiers Monde, à propos des barrières que ces derniers tentent de maintenir pour protéger leurs producteurs face à l'importation des produits industriels. Mais elles opposent aussi les pays riches entre eux, en particulier l'Europe et les États-Unis, notamment sur les droits de douane concernant les produits agricoles et sur les subventions versées directement aux agriculteurs.

Beaucoup de ceux qui critiquent les ravages des lois du marché désignent l'OMC comme la responsable et se réjouissent de ses échecs. Pourtant, que les États les plus puissants parviennent à imposer leur loi de manière uniforme sur la planète via l'OMC, ou que leurs rivalités les en empêchent, cela ne change pas grand-chose, ni pour les États plus faibles, ni pour les peuples. Face aux blocages qui, depuis une quinzaine d'années, ont paralysé les négociations globales au sein de l'OMC, les États impérialistes ont réagi par la multiplication d'accords dits bilatéraux, c'est-à-dire conclus en tête-à-tête, dont on peut difficilement prétendre qu'ils constituent un moindre mal pour les plus faibles. Quarante pour cent du commerce mondial s'effectuent désormais dans le cadre de tels accords, et cette proportion ne cesse d'augmenter.

Comme l'avoue un responsable des Nations Unies, les pays pauvres « n'ont pas vraiment le choix ; la course aux accords bilatéraux est devenue une guerre des gangs à laquelle il faut participer, sauf à prendre le risque de voir les flux d'échanges passer chez le voisin ». Une guerre des gangs, en effet, où dominent les pilleurs en chef que sont les multinationales et les principaux États occidentaux. Mais que les maffieux parviennent à s'entendre pour racketter la population selon une règle commune, ou que chacun édicte sa propre loi pour racketter le quartier sur lequel il a la mainmise, voilà qui ne change guère le sort des victimes.

Alors, plutôt que l'OMC, ou telle ou telle de ses institutions, c'est bien le capitalisme lui-même qu'il s'agit de combattre.

Jean RAYNARD

• Allemagne

## Aide aux parents, ou arnaque ?

Le gouvernement allemand a décidé, début juin, la création d'une « allocation parentale ». Cette allocation, qui doit entrer en vigueur en janvier 2007, va remplacer l'actuelle « allocation d'éducation » attribuée, sous conditions de ressources, aux parents qui élèvent un enfant âgé de moins de 2 ans et n'exercent pas d'activité (ou en exercent une à temps partiel, c'est-à-dire à moins de 20 heures par semaine).

La raison invoquée pour ce changement est d'aider les Allemands à avoir des enfants. La faible natalité qui existe dans le pays (le taux des naissances y est en effet de seulement 1,3 enfant par femme, ce qui est très loin des 2,1 qui permettraient d'assurer le simple renouvellement des générations) pourrait, si elle persiste, conduire à un recul important du nombre d'habitants : 20 millions en moins d'ici 2050, selon certaines estimations.

Pour certains parents, le nouveau système va représenter

une amélioration. À la place du forfait actuel qui était insuffisant pour remplacer un salaire (300 euros par mois par enfant pendant deux ans, ou 450 euros pendant un an), ils toucheront 67 % de l'ancien salaire net, calculé sur les douze derniers mois, du parent qui prendra un congé pour élever son enfant, pour une durée maximale de 12 mois par enfant (de 14 mois si le père s'arrête au moins deux mois pour s'occuper de l'enfant). Cette allocation ne pourra toutefois pas dépasser les 1 800 euros mensuels.

Mais pour d'autres, les plus pauvres, ceux qui n'ont pas d'emploi à la naissance de l'enfant, les chômeurs de longue durée, cela va représenter une aggravation. Auparavant ils recevaient le minimum de 300 euros pendant 24 mois, ils ne toucheront toujours que 300 euros... mais pendant 12 mois seulement ! Le gouvernement estime donc que les enfants des pauvres ont moins de besoins que ceux des riches ! Ou alors il veut tout simplement indiquer qu'il ne souhaite

pas que les familles pauvres aient des enfants.

Le seul véritable gagnant dans cette histoire, ce sera l'État. Avec une durée de versement diminuée de moitié, il prévoit que l'allocation parentale ne lui coûtera que 3,9 milliards d'euros en 2007... alors que la précédente allocation lui en coûtait environ le double.

Et surtout cela le dédouane de doter le pays d'un réseau de crèches et de jardins d'enfants correct et en nombre suffisant. L'Allemagne est en effet un des pays européens qui accuse un retard considérable dans ce domaine. À l'Est, bien des équipements ont été fermés, faute de financement, depuis la disparition de la RDA. Et à l'Ouest, l'incurie gouvernementale demeure, malgré quelques efforts récents : moins de 10 % des enfants – seulement 5 % dans un des länder les plus riches du pays, la Bavière – de moins de 3 ans ont accès à une crèche.

Henri MARNIER

• Algérie

## Des journalistes amnistiés, mais les libertés toujours bafouées



Le propriétaire du Matin, Mohammed Benchicou, à sa sortie de prison – où il a passé deux ans. Le 14 juin dernier.

En Algérie, à l'occasion du 44<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance, le 5 juillet 1962, le président Bouteflika a décidé de gracier les journalistes poursuivis pour des délits de presse.

Selon le communiqué officiel, il s'agit d'une « remise totale des peines d'emprisonnement et/ou d'amende auxquelles [les journalistes] ont été condamnés pour outrage à fonctionnaire, outrage à institutions et corps constitués, diffamation et injure ». Le fait que cette mesure concerne environ deux cents

journalistes algériens en dit long sur l'état des libertés régnant dans le pays.

Si la presse est muselée et censurée, le pouvoir en place pèse tout autant sur les libertés syndicales et politiques. Comme le notait récemment un groupe de parlementaires suisses ayant enquêté notamment sur la situation syndicale : « En dehors de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), il est pratiquement impossible d'exercer convenablement une activité de ce type sans encourir

des mesures comme la suspension ou la perte de son emploi, des poursuites judiciaires, des assignations. »

Plus généralement, le régime profite de l'état d'urgence, imposé en février 1992 (sous prétexte de lutter contre le terrorisme des intégristes islamiques) et reconduit depuis, pour entraver toutes les libertés individuelles et politiques, ainsi que la liberté d'association et les droits politiques.

Roger MEYNIER

• États-Unis

# General Motors n'a pas attendu Ghosn pour s'en prendre aux salaires et aux retraites

La presse évoque un éventuel rapprochement entre Renault-Nissan et General Motors. D'un côté, on aurait Carlos Ghosn, l'homme qui aurait « sauvé Nissan », mais pas les 22 000 emplois que ce sauvetage des profits a coûté aux travailleurs japonais, et de l'autre un trust qui se présente comme « en difficulté », bien qu'il reste encore à ce jour le n° 1 mondial du secteur automobile. En fait, General Motors, comme les autres groupes de l'automobile américaine, n'a pas attendu Carlos Ghosn pour préserver ses profits au prix d'une dégradation systématique des conditions d'existence des travailleurs de GM et de Delphi.

La direction du syndicat de l'automobile UAW a négocié un « plan social spécial » avec la direction du groupe General Motors (GM) et Delphi, qui prétendait offrir à chaque travailleur des deux groupes une possibilité de retraite anticipée ou d'une prime en échange de la renonciation à son emploi. En réalité, ceux prenant cette retraite anticipée devaient toucher moins que ce qu'ils auraient eu en partant à la date normale, sans compter que leur pension reste aléatoire, Delphi ayant été mis en faillite.

Aux États-Unis, la « loi sur les faillites » permet notamment aux patrons d'échapper à leurs obligations vis-à-vis de leurs salariés. En effet, les retraites sont alors prises en charge par un organisme d'État, qui verse des pensions nettement inférieures. Quant aux travailleurs du groupe ayant peu d'ancienneté partant

avec une prime, ils se retrouveraient au chômage, sans droit à la retraite, sans couverture médicale et avec un chèque de solde de tout compte soumis à l'impôt !

En fait, il s'agit d'une nouvelle

un accord supprimant les augmentations de salaire et exigeant des retraités qu'ils payent davantage pour leur couverture sociale.

Depuis des années, les trois « grands » de l'automobile (GM,

secret commercial et bancaire, les patrons de GM et leurs banquiers sont seuls à savoir à quoi.

Cette année, d'un côté GM affichait un certain optimisme alimenté par ses résultats de 2005 : le chiffre d'affaires américain avait fléchi de 4,3 % aux États-Unis, mais il avait en revanche augmenté en Chine (de 35 % !), en Amérique latine et en Europe, soit une hausse globale de 2 % de ses ventes. De l'autre, GM a orchestré la revente de 51 % de la GMAC (General Motors Acceptance Corporation), sa division financière, pour laisser entendre que le secteur automobile serait sinistré. Mais ce qui est pour le moins suspect c'est que cette division financière est celle qui est la plus profitable et elle a été vendue à un prix dérisoire à un groupe financé par Citigroup, un des banquiers de la GM.

De toute façon, la rentabilité de GM est encore toute fraîche. De 1994 à 2004, GM a affiché 43 milliards de profits (contre 40 à Chrysler et 35 à Ford dans la même période). Et GM continue de payer grassement ses dirigeants. Même en période de « sacrifices pour tous » l'an dernier, ses cinq plus gros dirigeants ont empoché ensemble 5 mil-

lions de dollars de salaires et un million d'actions leur a été réservé. Dans les sept années précédentes, les patrons de GM avaient amassé la coquette somme de 287 millions de dollars de salaires, bonus et stock-options soit, par an, 480 fois ce que touche un ouvrier, même faisant des heures supplémentaires ! Et même si aujourd'hui GM réduit de moitié les dividendes payés pour chaque action, celle-ci a toujours la cote. Et cela n'a pas dissuadé le multimilliardaire Kirk Kerkorian de se précipiter pour acheter des actions et détenir 10 % de GM.

Alors que GM ait, à son tour, recours ou pas à la loi des faillites pour rebondir, comme il s'en est servi avec Delphi pour s'attaquer aux travailleurs, son objectif reste de préserver, et même d'augmenter les profits des actionnaires. Et GM se soucie comme d'une guigne que cela signifie de nouveaux sacrifices imposés aux travailleurs. Alors, avec ou sans le concours de Renault-Nissan, GM va encore accentuer cette pression sur ses salariés, car sa soif de profit est inextinguible. Mais les travailleurs peuvent aussi refuser de continuer à l'épancher.

Jacques FONTENOY



Sur la pancarte : « Plus de concessions au patronat, nulle part ! »

manœuvre de la direction pour pousser vers la porte des travailleurs qui gagnent 27 dollars de l'heure et les remplacer par de nouveaux embauchés à 14 dollars, qui pourraient être d'ex-travailleurs de Delphi repris à moitié prix.

Cette politique a commencé dès la séparation de GM et de son équipementier Delphi. À partir de 2003, un contrat signé avec les syndicats stipulait que si les travailleurs de Delphi venus de GM conservaient leur salaire antérieur, les nouveaux embauchés l'étaient désormais à un taux deux fois plus bas. Un an après, Ford imitait GM dans ses rapports avec son équipementier Visteon. Pour les deux groupes automobiles il s'agissait de s'attaquer au système des salaires, à la couverture sociale et aux conditions de travail que les travailleurs de l'automobile avaient pu imposer à partir des luttes des années trente et quarante. En 2005, GM et l'UAW concluaient

Ford et Daimler-Chrysler) font campagne contre le coût de la couverture médicale. Quand on rétorque à GM que le coût qu'il annonce par salarié est très au-dessus de ce qu'il lui en coûte réellement, le trust répond qu'il doit payer pour les retraités également. Or, pendant des dizaines d'années, GM a justifié des salaires réduits en expliquant qu'il mettait de l'argent de côté pour les retraites. Et si l'argent « mis de côté » n'est plus là, c'est qu'il a servi à autre chose. Et, du fait du

## • Congrès de l'UAW

### Les dirigeants syndicaux prêts à de nouvelles concessions

Le congrès de l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile américain, s'est tenu du 11 au 15 juin dernier. À priori, les dirigeants n'entendaient pas que ce congrès sorte du ronron traditionnel.

La direction n'a même pas dissimulé qu'elle était prête à poursuivre sa politique de concessions aux exigences du patronat, ce qui signifie pour les travailleurs de nouvelles remises en cause des salaires ou des pensions comme celles qu'elle a acceptées chez GM et Delphi.

« Dans un passé récent, quand l'économie américaine était en pleine croissance, on pouvait espérer voir les salaires augmenter de la même manière. Ce n'est plus vrai. », a déclaré son principal dirigeant Ron Gettelfinger. « Les défis, auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, ne sont pas de

ceux qu'on peut éviter. Il y a des défis structurels, et ils exigent des solutions nouvelles et claires ».

Une minorité d'opposants, les Soldiers of Solidarity (SOS, les soldats de la solidarité) sont partisans d'arrêter cette politique de concessions qui tourne le dos à la lutte et, par exemple, de faire grève chez Delphi (les délégués syndicaux en ont voté le principe il y a quelques semaines, mais ce vote est jusqu'à présent resté lettre morte). Quand un de ces militants est intervenu pour parler du problème des retraites chez Delphi, la tribune lui a répondu que ce n'était pas à l'ordre du jour.

Un délégué de chez Ford entendait proposer une résolution, la seule venue de la base, pour que les retraités aient désormais le droit de vote et donc puisse donner leur avis en cas de remise en

cause à la baisse des conditions de leurs pensions, dans les contrats signés par le patronat et les syndicats.

L'appareil syndical s'était préparé à l'avance à contrecarrer cette proposition en éditant une déclaration de deux pages en couleurs invitant les congressistes à ne pas tenir compte de cette proposition, dont les termes ont été présentés de façon fallacieuse.

Ce simple fait n'indique-t-il pas que les dirigeants syndicaux de l'UAW ont déjà en tête d'accepter les attaques à venir contre les systèmes des pensions ?

En quelques années, le syndicat de l'automobile a perdu un million d'adhérents. En poursuivant sa politique de collaboration avec le patronat, il ne peut que continuer à s'enfoncer.

J.F.

#### Au sommaire de

#### LUTTE DE CLASSE N° 98 (été 2006)

##### - France

La situation politique à l'approche de la campagne électorale

L'État et les chemins de fer : un vieux mariage d'affaires

##### - Italie

Un gouvernement au garde-à-vous devant le patronat

##### - États-Unis

Les patrons de l'automobile profitent de la faillite de Delphi pour attaquer travailleurs et retraités

##### - Tribune de la minorité

Bolivie : la révolution au bout du gazoduc ?

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,53 euro

# Il y a 90 ans : le charnier de Verdun

Après que Chirac eut inauguré à Douaumont, près de Verdun, un monument dédié aux « soldats musulmans morts pour la France », il est bon de revenir sur ce que fut « Verdun » : une boucherie résultant de l'âpreté des bourgeoisies française et allemande de l'époque, prêtes à tout, l'une pour conserver l'empire colonial qu'elle s'était taillé, l'autre qui voulait le lui disputer. Verdun ne fleurait pas bon l'honneur, il puait plutôt le sang, la vermine et les excréments. Et si Verdun doit rester dans les mémoires, ce doit être comme l'abomination dont peut être capable un monde d'exploitation.

## Les troupes coloniales dans l'armée française

Plusieurs centaines de milliers d'hommes d'Afrique noire et du Maghreb notamment, auxquels le système colonial refusait jusque-là toute reconnaissance et tout droit, furent contraints d'endosser l'uniforme de l'armée française pour servir de chair à canon. Les campagnes de recrutement provoquèrent de nombreuses révoltes, notamment sur le territoire algérien. Commandés par des officiers français pleins de morgue et de mépris, ces soldats partagèrent le sort et les souffrances de tous les combattants auxquels la propagande voulait faire croire qu'ils allaient « mourir pour la patrie » alors qu'ils mouraient, comme l'a écrit Anatole France, « pour les industriels et les banquiers ».

## L'enfer de Verdun

La bataille de Verdun, qui se déroula, sous sa forme la plus intensive, du 21 février au 12 juillet 1916, sur un espace de quelques dizaines de kilomètres carrés, fut l'une des plus meurtrières de la Première Guerre mondiale. Dans tous les témoignages sur Verdun, c'est le mot « enfer » qui revient le plus souvent. Un enfer qui fut l'expression de la barbarie du capitalisme. Mais la responsabilité de cet enfer était aussi partagée par les dirigeants socialistes qui avaient prôné en août 1914 l'« Union sacrée » des ouvriers et de leur bourgeoisie respective et en avaient été récompensés en devenant ministres dans ces gouvernements de guerre contre les peuples.

En plein cœur de l'effroyable mêlée humaine de Verdun fut créé en France un « diplôme de mort pour la France » pour chaque homme tué au combat.

Il y eut beaucoup de « diplômés » cette année-là. Sur les collines de Verdun, 380 000 soldats de l'armée française furent tués, disparurent ou furent blessés, dont des dizaines de milliers de soldats arrachés aux colonies d'Afrique. Du côté allemand,



Soldats blessés à un poste de secours dans la Meuse.

répondait aux mensonges : « Là, de la chair humaine avait été broyée, déchiquetée ; aux endroits où la terre avait bu du sang, des essaims de mouches tourbillonnaient ; pourtant on ne voyait pas de cadavres mais on devinait leur présence, cachés

toutes sortes, fusils brisés, sacs éventrés d'où s'échappaient des lettres tendres et de chers souvenirs conservés précieusement et que le vent dispersait, puis des bidons crevés, des musettes déchirées (...). Ah ! Journalistes de malheur qui affirmiez cynique-

pouvaient modérer l'élan, que n'étiez-vous là cet après-midi pour assister au lamentable défilé de ces loques humaines : on eût dit un troupeau de moutons qu'on menait à l'abattoir ; mais au moins les moutons ignorent leur sort et jusqu'à la minute où on les abat ils peuvent supposer qu'ils vont paître paisiblement aux champs, aux prés. Ils passaient, isolés ou par petits groupes, s'arrêtant, se cachant, épouvantés d'entrer dans cette fournaise. Quelques-uns restèrent jusqu'au soir au seuil de l'abri sans que personne ne se souciait d'eux. »

Parmi la population et les soldats, ces mois d'horreur accrurent considérablement les sentiments de rejet de la guerre et des généraux qui se présentaient comme les « vainqueurs » de Verdun : Nivelle, Pétain et Mangin. En 1917, les soldats d'Europe furent nombreux à se mutiner contre leurs propres généraux dénoncés comme « bouchers » et « buveurs de sang ». En Russie, cette révolte se transforma en révolution.

Oui, il faut se rappeler à quoi mène la folie impérialiste et ne pas oublier les responsabilités de la social-démocratie dans ce carnage.

Pierre DELAGE

l'hécatombe fut tout aussi terrible. Trente millions d'obus ravagèrent les chairs et la terre. Il y eut une centaine de morts à chaque heure de combat. Plusieurs villages qui se trouvaient sur la ligne de front, comme Fleury, Orne, disparurent sous le déluge d'acier : on peut aujourd'hui en voir les rares traces dans un paysage encore ravagé par les trous d'obus. Les combats étaient d'une telle intensité et le nombre de victimes si élevé, que l'état-major français décida d'y envoyer ses unités à tour de rôle. Les deux tiers de l'armée française y furent finalement engagés. C'est pourquoi Verdun reste en France la bataille la plus connue de cette guerre. De nombreux historiens, tout en décrivant les horreurs des combats, continuent à y voir la preuve de la vaillance, du dévouement des soldats à leur « patrie », quand ils n'écrivent pas que Verdun fut « l'acte de naissance de la Nation française », comme si l'état-major leur avait laissé le choix !

## Une barbarie dont il faut se souvenir

Voici comment Louis Barthas, un tonnelier présent sur ce front avec son unité, décrivait dans son journal de guerre un épisode de cette bataille et

sans doute dans des trous d'obus proches avec un peu de terre dessus, par des relents de chair corrompue. Partout des débris de

ment que nos soldats escadaient la côte 304 et le Mort-Homme avec entrain et furie et en chantant et dont les chefs ne

## • Absentéisme prétendu des fonctionnaires

### Les bobards de la grande presse

Jeudi 29 juin, *Le Parisien-Aujourd'hui*, quotidien à gros tirage, affichait ce titre à la Une : « *Fonctionnaires : 17 jours par an d'absentéisme* ». À l'intérieur, une page entière était consacrée à ce sujet. Le rapporteur de la commission des Finances du Sénat, l'UMP Marini, estimant l'absentéisme à « l'équivalent de 100 000 emplois publics », déclarait que « il est vraisemblable que l'absentéisme est deux fois plus élevé dans le public que dans le privé ».

À la question du journal : « *Dispose-t-on de chiffres fiables ?* », Marini répondait : « *Non (...) personne n'a d'idée précise de ce que coûte vraiment l'absentéisme (...) les chiffres sont rares et il n'y a pas de méthode de calcul stable* », ce qui n'a pas empêché le journal d'afficher ces chiffres douteux à la Une.

Mais *Le Parisien* devait

revenir sur le sujet quatre jours plus tard pour mettre un sérieux bémol à ces prétendues informations. Le 3 juillet, c'est la ministre de la Fonction publique qui « *relativisait* » (comme c'est joliment dit !) le « *constat* » précédent (comme s'il y avait eu le moindre constat !). Selon le ministre : « *L'absentéisme pour maladie dans la fonction publique, c'est treize jours par an, alors que selon l'étude de l'IFRAP, il est de dix à douze dans le privé. Dans ce dernier secteur, on ne prend pas en compte le délai de carence, c'est-à-dire les trois premiers jours d'arrêt qui n'ouvrent pas droit à la Sécurité sociale* ». Et il ajoutait : « *Selon une enquête de la Direction générale de la fonction publique (...) sur un jour pris au hasard, le taux d'absence pour maladie dans la fonction publique ressortait à 4 % alors qu'il était à 4,8 % dans le privé* ». Voilà une

affirmation qui va contre les idées reçues et qu'aucun journal n'affiche à sa Une !

Cela dit, lorsqu'il est question de l'absentéisme, il y a une question qui n'est presque jamais évoquée, c'est le fait que de nombreux salariés sont présents au travail alors qu'ils sont réellement malades et la crainte de perdre leur emploi, ou simplement de se faire mal voir, les empêche de s'arrêter et de se soigner correctement. Et cela aussi bien dans le privé que dans le public.

Pour conclure sur cette question, le sénateur Marini devrait peut-être nous parler de ce qu'il connaît : l'absentéisme dans les rangs des sénateurs et des députés. Il est vrai que celui-ci n'a aucune espèce d'importance, alors que lorsque les travailleurs ne sont pas là, cela se voit.

André VICTOR

## • Toyota – Valenciennes

### L'écrou de la pagaille

Dans les usines automobiles comme Toyota, la production est calculée pour se faire au coût minimal. Autant dire que la direction nous demande d'en faire toujours plus et toujours plus vite. Mais cette fois, tout ce beau système est tombé sur un os... ou plutôt sur un écrou.

Petit historique de l'affaire : se conformant à une nouvelle norme, Toyota a dû remplacer les écrous chromés du système de freinage par des écrous sans chrome. Seulement, dans sa hâte à vouloir produire au maximum, la direction de l'usine en France a cru pouvoir se passer de vérifications sérieuses. Et alors que les premiers modèles sortaient de l'usine, on s'apercevait que le nouvel écrou du système de freinage se desserrait. Pas de stock évidem-

ment, il a donc fallu rappeler du Japon des écrous de l'ancien modèle. Pendant deux jours, la direction a même fermé l'usine tandis que de milliers de voitures s'entassaient déjà sur les parkings et les pelouses en attente... d'un écrou !

Depuis la reprise du travail, la pagaille continue : des sous-traitants ont continué de livrer des pièces pendant l'arrêt de l'usine, ces pièces s'entassent là où il reste de la place. Toyota a même dû se faire « prêter » des entrepôts par ses concurrents Peugeot-Fiat qui ont une usine à une vingtaine de kilomètres de là. Au beau milieu de cette pagaille, des pièces se perdent et plusieurs fois la direction a dû faire arrêter les lignes.

Usine fermée, chaînes arrêtées, on pourrait se dire qu'après tout cette situation

nous permet de souffler. Même pas en fait, car la direction veut nous faire payer les pots cassés de ses propres choix. D'abord, elle a voulu réduire à zéro euro la part de la prime d'intéressement sur les deux semaines où la production a été la plus chaotique. Et puis, elle a voulu rattraper les retards sur son programme de production. Elle a ainsi convoqué les équipes de jour à venir travailler deux samedis tandis que l'équipe de nuit doit venir travailler trois dimanches soir. On se retrouve donc avec des semaines de 6 jours et de 45-48 heures de travail ! Dans les ateliers, nous étions donc nombreux à discuter assez ouvertement de notre mécontentement. Sur une ligne, des collègues s'étaient concertés pour discuter de la grève. La direction, ayant dû



Dans une usine Toyota : « Vous n'avez pas vu le bon boulon ? »

sentir que l'ambiance changeait, a préféré lâcher un peu de lest, tout au moins sur le paiement de ces journées de travail supplémentaire qu'elle va majorer à 25 % et sur la prime d'intéressement qu'elle abondera tout de même de 40 euros.

Avec ce problème d'écrou, le système Toyota a eu des à-coups mais c'est nous qui subissons au quotidien ce système qui veut toujours tirer plus de jus de notre travail. Et là, un sacré coup de frein s'impose.

Correspondant LO

## • Visteon – Rougegoutte (Territoire de Belfort)

### Pour les salaires, contre les suppressions de postes

L'équipementier automobile Visteon possède plus de 170 usines réparties dans 24 pays dans le monde et où travaillent 50 000 salariés. L'usine Visteon de Rougegoutte est située près de Belfort, en Franche-Comté et compte 470 salariés. L'usine est divisée en deux bâtiments distants d'un kilomètre l'un de l'autre et fournit à l'usine Peugeot de Mulhouse les planches de bord de la Citroën C4 et à Mercedes-Benz celles d'un camion.

#### Le patron cache les profits et parle de pertes

En juin 2006, le directeur du site de Rougegoutte déclarait dans la presse locale : « La situation est grave, Visteon France perd de l'argent ! » Ces déclarations faisaient suite à l'annonce de 124 suppressions de postes à l'usine. Un courrier avait été adressé à l'ensemble des salariés avec la fiche de paie d'avril 2006, où la direction évoquait des pertes cumulées de 48,9 millions d'euros entre 2003 et 2005 et l'impossibilité d'augmenter les salaires dans un tel contexte. La presse avait relayé les jérémiades des patrons du secteur

automobile alors que cette industrie n'a jamais fait autant de profits ! La multinationale Visteon ne fait pas exception et affiche 3 millions de dollars de gains au premier trimestre ! Quant au PDG du groupe, son objectif est d'augmenter encore les bénéfices. Il prévoit entre 45 et 75 millions de dollars pour cette année.

#### Les ouvriers décident la grève

Les ouvriers de l'usine de Rougegoutte en ont plus qu'assez de devoir vivre avec un salaire proche du smic. Le refus du patron de les augmenter, ajouté à l'incertitude qu'il entretient sur les emplois, a provoqué un véritable coup de colère.

Le 27 juin, à l'appel de la CFDT, 150 ouvriers des deux bâtiments de l'usine et des trois équipes de production ont décidé de se mettre en grève. Ils réclament 50 euros d'augmentation de salaire et des précisions concernant leur emploi. La production de l'usine est paralysée. Le blocage des camions a pour effet de rompre « le flux tendu » de l'usine de Peugeot Mulhouse, qui ne reçoit plus aucune planche de bord pour la C4 !

Des ouvrières grévistes disent que, pour la première fois depuis longtemps, elles

viennent à l'usine avec plaisir car elles ne sont plus confrontées aux cadences de la production. Un représentant de la direction de Peugeot Mulhouse envoyé sur place a fait l'expérience de la colère des ouvrières, qui lui ont martelé aux oreilles qu'il y en a assez de cette logique qui ne prend pas en compte l'emploi des salariés !

Le patron de l'usine a tenté avec son encadrement un coup de force contre les grévistes. Il a organisé un cortège visant à provoquer l'affrontement des non-grévistes avec les piquets de grève. Sa tentative a échoué.

Après trois jours de grève, la direction de l'usine, voulant en finir, a proposé à la CFDT un projet de protocole de fin de grève qui prévoit la suppression d'une pause de 10 minutes avec une prime de 30 euros brut par mois pour toute compensation.

La CFDT a multiplié les votes auprès d'une minorité de grévistes pour obtenir la reprise du travail, alors que l'ensemble avait voté la poursuite de la grève. La grève aura duré trois jours. Et même s'ils ont repris le travail, les ouvriers ne veulent pas travailler 10 minutes de plus par jour et pour eux, rien n'est réglé.

Correspondant LO

## • Saulxures-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle)

### Malora : en grève contre la fermeture

Lorsque, mardi 27 juin, la liquidation judiciaire de leur entreprise a été prononcée, les travailleurs de Malora (la Manufacture Lorraine d'Ameublement, spécialisée dans le mobilier de bureau) ont immédiatement occupé l'usine pour dénoncer les conditions de cette fermeture et empêcher que les machines soient enlevées.

Depuis plusieurs années ils s'opposent à la cessation d'activité de l'entreprise, qui compte 69 salariés avec une seconde usine à Fraize, dans les Vosges. Les patrons, les Hilaire, ne faisaient même pas mystère de leur projet de fermer purement et simplement l'usine, la vente du terrain, plus de 50 000 m<sup>2</sup> situés au centre de la commune de Saulxures-lès-Nancy, pouvant leur rapporter plusieurs millions d'euros. N'osant sans doute pas mener lui-même son projet en raison de l'opposition des salariés, le patron a sorti en mars 2005 de son chapeau un repreneur, Fabrice de Montgolfier, qui se faisait fort de « redynamiser » l'entreprise.

Mais ce personnage n'était pas un inconnu. En 2000, il a repris pour un franc symbolique les Constructions Électriques de Nancy, une entreprise fabriquant des moteurs antidéflagrants, puis la moitié des 140 salariés ont été licenciés et le site a été vendu à une société immobilière, si bien que l'entreprise s'est retrouvée sans terrain ! En 2002, ce qui restait de la CEN a été revendu à un groupe italien,

qui a fini de la démanteler. L'entreprise a été définitivement liquidée en 2004.

À la Malora, c'est à peu près le même scénario qui se reproduit, avec le même homme de paille. Les travailleurs étaient d'ailleurs étonnés de voir l'ancien propriétaire continuer à venir régulièrement dans l'usine, et comme par enchantement les commandes reprendre un temps. Il y avait même eu des heures supplémentaires, ce qui n'a pas empêché le dépôt de bilan en avril dernier, puis la liquidation. Les appels aux pouvoirs publics et aux élus locaux lancés par le syndicat CGT depuis plus d'un an sont restés sans réponse...

Le 21 juin, dans le journal *L'Est Républicain*, la maire de Saulxures déclarait ouvertement : « Il vaut mieux tourner la page quand il est encore temps, surtout si les terrains peuvent rapporter quelque chose. » C'est pour cette raison que les grévistes en colère sont allés interpeller la maire, qui n'a su que mettre en cause la « concurrence des pays de l'Est » ! En réalité un projet immobilier sur l'actuel site de l'usine serait prévu, en face duquel les emplois des salariés ne pèsent pas lourd.

Les travailleurs de Malora ne veulent pas être ainsi sacrifiés et, en portant ce scandale sur la place publique, ils espèrent bien se faire entendre.

Correspondant LO

• **Trois Suisses – Croix (Nord)**

## Chantage à l'emploi et baisses de salaire

Les 3 Suisses sont une entreprise de vente à distance de 3 500 salariés, majoritairement des femmes. Les principaux actionnaires sont les Mulliez, à 49 %, et Otto group, une entreprise allemande de vente à distance. Les Mulliez, propriétaires entre autres d'Auchan, Norauto, Flunch, Kiabi, Leroy-Merlin, etc., sont la plus grosse fortune du Nord et parmi les premières de France.

La grande majorité des employées sont payées à peu près au smic. Mais avec les primes, la participation, il y a l'équivalent d'un treizième mois, ce qui n'était pas un luxe. Seulement la nouvelle direction, en place depuis six mois, veut le supprimer.

Elle a commencé par faire courir le bruit que l'entreprise faisait des pertes importantes – dix millions d'euros d'après leurs dires – le directeur des

ressources humaines (DRH) ajoutant : « C'est-à-dire 400 emplois. » Dans l'entreprise bien sûr beaucoup craignaient



les licenciements, dans une région déjà très touchée par le chômage, l'entreprise se trouvant au beau milieu des dizaines d'usines textiles liquidées ces dernières années.

Au CE du 23 juin, le DRH a

annoncé qu'il n'y aurait pas de licenciements pour l'instant mais des départs facilités dès 57 ans, des mutations internes et des mesures de gestion prévisionnelle de l'emploi à négocier avec les syndicats dès septembre. Gestion prévisionnelle de l'emploi, on sait ce que cela veut dire : licenciements programmés mais sous d'autres formes que les licenciements avec un plan

social. Cela peut vouloir dire multiplication des licenciements individuels, comme à La Redoute, entreprise voisine. Le tout serait assorti d'un blocage des salaires pendant deux ans !

Les comptes présentés par

le DRH sont évidemment étudiés pour montrer un déficit. Ainsi, la carte Cofidis, placée par les opératrices téléphoniques et qui rapporte beaucoup, n'apparaît pas dans les comptes, car elle serait gérée par une société qui « n'a plus rien à voir avec nous ». Par contre le service informatique géré par une autre entreprise du groupe est inclus dans les comptes alors qu'il est déficitaire !

On apprend aussi que les actionnaires, Mulliez et Otto Versand, ont prélevé des dividendes malgré les prétendues pertes.

Pour l'instant l'annonce qu'il n'y aurait pas de licenciements secs a un peu rassuré mais les salaires bloqués, alors que les factures à régler sont toujours plus lourdes, feront vite remonter la colère.

Correspondant local

• **La Poste – Nancy**

## La réorganisation pour les profits

De 34 millions d'euros en 2002, les bénéfices de La Poste sont passés à 202 millions en 2003, 374 millions en 2004 et 557 millions l'an dernier ! Mais que signifient ces chiffres pour les postiers ?

Au Centre de distribution de Nancy-Lobau, où nous sommes 300 à travailler à la distribution du courrier, des journaux et des petits colis, les conditions de travail sont de pire en pire. Pour dégager des bénéfices, les dirigeants réduisent les effectifs et

réorganisent en permanence la distribution du courrier. Il est devenu fréquent de quitter après l'heure parce que nous ne réussissons pas à finir notre tournée à temps. Comme les réorganisations se traduisent par une désorganisation, nous travaillons actuellement six jours sur sept. Le jour supplémentaire n'est pas payé et sa récupération se fera au bon vouloir de La Poste.

Depuis le 20 juin, les tournées sont de nouveau complète-

ment modifiées. Certaines sont quasiment doublées et d'autres « complétées » par du travail de tri, ce qui oblige à venir à 5 heures du matin au lieu de 7 h 30.

Nous payons les bénéfices de La Poste par des déplacements, des changements d'horaires, une fatigue supplémentaire. Et comme si cela ne suffisait pas, il est même question que les facteurs relèvent les compteurs de gaz, qu'ils assistent les personnes âgées, etc.

Les dirigeants de La Poste

nous disent qu'il faut faire face à la « concurrence ». En réalité toute leur politique a pour objectif de dégager des bénéfices. Et quand les bénéfices seront devenus suffisamment intéressants pour des actionnaires privés, le temps sera sans doute venu, comme ce fut le cas dans les autres postes européennes, de céder ces activités aux capitalistes. Nous ne pouvons pas accepter une telle évolution.

Correspondant LO

• **Fagor-Brandt – Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)**

## De nouveaux licenciements annoncés

La direction du groupe Fagor-Brandt vient d'annoncer 360 licenciements sur un effectif de près de 3 500 salariés en France. Après les sites d'Aizenay, Lesquin, et Nevers, les suppressions d'emplois concernent les sites de Rueil, La Roche-sur-Yon, Vendôme et Saint-Jean-de-la-Ruelle où 60 d'entre nous voient leur poste supprimé.

Ces nouveaux licenciements marquent une étape supplémentaire dans les regroupements et restructurations qui n'en finissent pas de toucher le secteur de l'électroménager.

Derrière les marques Thomson ElectroMénager, Brandt, Thermor, Sauter, De Dietrich, Vedette, il n'y a plus qu'un seul groupe. Depuis une dizaine d'années les salariés ont vu se succéder les directions, du groupe italien ElFi à l'espagnol Fagor, en passant par l'israélien Elco, sans parler du rapprochement avec Moulinex à la veille de la faillite de ce dernier.

À chaque péripétie, et tandis qu'invariablement les bénéfices étaient prélevés par les actionnaires, c'était aux salariés qu'il était demandé d'éponger les pertes, en acceptant les charrettes de licenciements.

En même temps, la produc-

tivité n'a jamais été aussi élevée. Par exemple, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, la production s'est accrue de 15 350 appareils en un an ! Au point que l'usine, qui compte 693 personnes en CDI, a tourné avec une moyenne de 146 intérimaires.

Le plan actuel de licenciements est présenté sous l'emballage de « plan de sauvegarde de l'emploi ». Les secteurs les plus touchés ne sont pas, en ce qui concerne du moins Saint-Jean-de-la-Ruelle, directement des postes de production. Mais cela ne rend pas ces licenciements plus acceptables pour autant. Et il est de l'intérêt de tous que nous sachions nous y

opposer collectivement.

L'an dernier, lors du rachat de Brandt par le groupe Fagor, que n'a-t-on pas entendu ! De *L'Express* à Arte, les médias ont expliqué que cette coopérative catholique espagnole était une entreprise « différente ». Présentée comme un élément clé du « miracle basque », elle savait, nous disait-on, procéder à des délocalisations sans supprimer d'emplois, et enrichir ses actionnaires sans léser ses salariés. Par l'opération du Saint-Esprit sans doute... On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

Correspondant LO

• **Snecma Villaroche (Seine-et-Marne)**

## Refus des brimades

À la Snecma Villaroche, le bâtiment 35, qui est un atelier de montage des réacteurs, a connu deux jours agités. Dans le cadre d'une opération resserrage de la discipline, deux cadres ont fait irruption le mercredi 28 juin au soir dans un réfectoire où avait lieu un pot amical. Ils ont pris les noms des présents pour engager une procédure disciplinaire, ont vidé dans l'évier les boissons alcoolisées et, forts de leur exploit, ont sillonné l'atelier pour le surveiller toute la soirée.

Cette descente faisait suite à une accumulation de pressions et de tentatives de mises au pas : contrôle des horaires, rappels à l'ordre, refus fréquents des dates de RTT et des congés, auxquels s'ajoutaient des mesquineries diverses du genre « il y a trop de temps passé à téléphoner sur les portables ».

Cette affaire a été la goutte qui a fait déborder le vase. Le lendemain à 15 heures, la CGT convoquait à un rassemblement au milieu de l'atelier. Cent vingt ouvriers environ se retrouvaient et la grève commençait pour faire annuler toute menace de sanctions. C'est un véritable ras-le-bol qui s'exprimait là. Défilés dans l'atelier, interpellations animées des cadres du « commando », visites à la direction du Montage ; la grève durait ainsi jusqu'à la fin du poste. Le lendemain, à peu près autant d'ouvriers de l'équipe du matin se mettaient aussi en grève avec défilé dans l'atelier. Une vingtaine iront même avec les délégués accueillir à la porte de l'usine ceux de l'équipe de l'après-midi, qui se remettaient en grève pour accompagner leurs camarades convoqués à la direction du Montage.

La direction fit alors savoir qu'il n'y avait aucune sanction ni procédure disciplinaire. C'est donc avec le sentiment d'avoir marqué un point important contre les brimades et pour le respect de leur dignité que les ouvriers ont repris le travail.

Correspondant LO

• Monoprix, Carrefour, Auchan, Lidl...

## Les travailleurs contre les rapaces de la grande distribution

Samedi 1<sup>er</sup> juillet, une centaine des 1 400 salariés que comptent les magasins Auchan situés dans le Bas-Rhin ont débrayé pour s'opposer à la volonté de la direction de retarder d'une demi-heure la fermeture le samedi, à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Fin juin, les caissières du Monoprix de la rue du Faubourg Saint-Antoine à Paris se sont mises en grève plusieurs jours pour protester contre les pressions du directeur, qui leur rendent la vie impossible, et le recours abusif aux CDD. Samedi 1<sup>er</sup> juillet encore, c'était les salariés de chez Habitat à Montparnasse, à Paris, qui manifestaient, toujours contre les pressions de la direction et pour réclamer une augmentation des salaires.

Ces quelques mouvements de protestation montrent que, dans ce secteur aussi, les salariés ont affaire à des patrons de combat.

Pour la distribution, les salaires sont très faibles. Ainsi, des caissières qui travaillent à temps partiel « imposé » ne gagnent que 600 à 700 euros à Monoprix ou à Carrefour. Or le temps de travail n'est partiel que sur le contrat de travail, car les patrons imposent le plus souvent aux salariés des horaires tels que le temps passé sur le lieu de travail est énorme. Pour celles et ceux qui sont embauchés à temps plein, les salaires sont

également insuffisants : une salariée de Carrefour dans les Bouches-du-Rhône gagne 975 euros avec trente ans d'ancienneté.

Les conditions de travail sont dures partout. Le syndicat allemand des services avait publié un livre noir sur les conditions de travail dans les supermarchés à bas prix Lidl, en Allemagne. Y sont dénoncés le climat de peur, les mesures

répressives, les heures supplémentaires non payées, les horaires flexibles, l'absence d'horaire de pause, l'interdiction d'aller aux toilettes, les fouilles des sacs et des voitures. Mais la situation est la même en France : à Nantes, la direction du magasin Lidl avait installé 65 caméras de télésurveillance dans un entrepôt employant 60 personnes. D'autres chaînes de supermarchés ont les mêmes pratiques.

Au Leader Price de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, les salariés avaient fait grève fin 2005 contre les nombreuses brimades de la direction : insultes, accusations de vols, changements d'horaires du jour au lendemain, sanctions à répétition.

C'est aussi de cette façon que ces chaînes de magasin récupèrent leurs énormes profits.

Aline RETESSE

• Kiabi – Béziers

## Victoire des travailleurs, soif de revanche du patron

En 2001, les « conseillères de vente » du magasin de vêtements Kiabi de Béziers (Hérault) ont mené trois mois de grève et demandé que des contrats à temps partiel soient revalorisés en contrats à temps complet et les CDD en CDI. En effet, le patron leur imposait une disponibilité constante et modifiait leurs horaires à son gré. Cette longue grève avait suscité beaucoup de manifestations de sympathie de la part de la clientèle populaire, d'autant qu'étaient aussi dénoncées des pratiques de harcèlement et de mauvaises conditions de travail vécues à l'identique dans bien d'autres entreprises.

Après plusieurs années de procédure, le 1<sup>er</sup> décembre 2005 la Chambre sociale de la Cour

de cassation leur a donné raison au motif que l'employeur, qui exigeait de ses salariées une disponibilité à temps plein, avait pour obligation de leur verser un salaire correspondant à un temps complet, et non à un temps partiel.

Pour autant, la direction de Kiabi, nationale et locale, ne baissa pas les bras et continua ses pratiques de harcèlement, cherchant à jeter dehors les travailleuses les plus combattives. Dès l'an 2000, devant le succès de la liste CGT aux élections du CE, la direction n'a eu de cesse de réduire l'influence de ces élues. Elle s'est appuyée sur un syndicat maison pour signer en 2004 un accord sur le vote électronique qui laisse peu de chance face à une direction mal-

honnête. Les résultats ont donné un taux de participation de 41 % au lieu de 76 % par vote physique et la CGT a perdu une titulaire sur deux.

Les militantes subissent des pressions constantes, des retenues sur leurs maigres salaires et des tentatives de licenciement. Pour l'une d'elle, l'inspection du travail a refusé le licenciement, mais le patron est allé le demander au ministre, qui l'a accepté. Pour une autre représentante syndicale en arrêt maladie, le licenciement est motivé par « l'inaptitude psychologique » !

Les patrons veulent des salariés taillables et corvéables à merci, flexibles et résignés. De cela il n'est pas question !

Correspondant local

• Polimeri - Champagnier (Isère)

## La mobilisation ne faiblit pas

Les travailleurs de l'usine Polimeri (division chimique du groupe pétrolier italien ENI) qui fabrique du caoutchouc synthétique, se battent depuis neuf mois contre la fermeture de leur entreprise.

Jeudi 29 juin, dans le cadre de la journée nationale d'action des travailleurs de la chimie, la Fédération nationale des industries chimiques et l'Union Départementale CGT de l'Isère appelaient à une manifestation commune à Champagnier. Près de 600 manifestants, salariés de Polimeri, mais aussi des usines chimiques voisines, ainsi que des délégations venues de tous les coins du pays ont défilé sur la route nationale jusqu'à l'entrée de l'usine. Là eurent lieu des prises de parole et un « casse-



croûte fraternel ».

Un groupe américain a fait une offre de reprise de Polimeri mais pour le moment la direction de l'entreprise refuse toute négociation. Elle propose un

plan de sauvegarde de l'emploi « au ras des pâquerettes », dont la procédure devrait se terminer le 18 juillet.

Des rendez-vous sont prévus dans les jours qui viennent

avec les pouvoirs publics et le préfet. « Polimeri, c'est pas fini », scandaient les manifestants. Ils ont bien l'intention de continuer jusqu'au bout.

Correspondant LO

• Hôpital psychiatrique Le Vinatier – Bron (Rhône)

## Des baisses de salaire qui ne passent pas

Le budget annuel de l'hôpital psychiatrique du Vinatier a été amputé par l'ARH (l'Agence régionale d'hospitalisation) de plusieurs millions d'euros. La direction de l'établissement a d'abord fermé des lits et des services pour « équilibrer ses comptes », ce qui aggrave considérablement les conditions de soins pour les patients et leur famille. L'ambiance dans les services s'en ressent : il y a beaucoup plus de violence puisque les patients ne sont acceptés en hospitalisation que lorsqu'ils sont en crise grave.

Aujourd'hui, c'est sur les salaires que la direction cherche à faire ses économies. Elle a découvert qu'une prime était mal calculée, et veut rétablir « la règle », ce qui occasionne pour le personnel une perte de salaire de 10 à 30 euros par mois. La colère a éclaté avec la paie de juin. Les premiers débrayages d'une heure, au rythme d'un par semaine, sont désormais devenus quotidiens et la participation ne faiblit pas. Nous sommes toujours autour de deux cents.

Les agents interpellent la direction : « Nous aussi on a des budgets à équilibrer, faut payer les agios en fin de mois », « C'est d'augmentation et pas de diminution dont nous avons besoin », « Vous n'avez qu'à louer vos villas »... les directeurs sont logés dans de magnifiques villas avec parc, dont le loyer et l'entretien sont quasiment gratuits.

Comme ultime argument, le directeur général a essayé de faire vibrer la fibre hospitalière que les agents sont censés avoir. Lui qui a fermé près d'une centaine de lits au nom de l'équilibre des comptes aurait plutôt la fibre capitaliste.

Le mouvement continue. Il n'est pas question que l'on accepte des baisses de salaire pour que l'État puisse, grâce à ses économies, encore financer les plus riches.

Correspondant LO

## • EADS

# Les directeurs changent, Lagardère reste

Le groupe EADS, propriétaire entre autres d'Airbus et d'Eurocopter, vient d'être contraint de changer son équipe de direction. En effet, non seulement la production de l'A380, le futur « plus gros avion de ligne du monde », a subi d'importants retards, mais des dirigeants ont vendu de gros paquets d'actions... avant que l'annonce de ces retards ne fasse chuter le cours de l'action du groupe.

La presse souligne que ces hauts cadres, en particulier Noël Forgeard, l'ex-co-président d'EADS qui a réalisé pour 3,5 millions d'euros, ont été soit malhonnêtes, s'ils connaissaient les difficultés du groupe, soit incapables, s'ils ne les connaissaient pas.

Mais on parle beaucoup moins d'Arnaud Lagardère, co-président du conseil d'administration d'EADS, propriétaire de 7,5 % de son capital et qui, lui, reste à son poste, alors qu'il a opportunément vendu pour un milliard d'euros de ses actions, le cours étant au plus haut et les difficultés de l'entreprise inconnues du public.

Cette discrétion tient bien sûr au fait que Lagardère, en plus d'EADS, est la tête d'un groupe de presse comprenant la radio Europe 1, des quotidiens régionaux, des hebdomadaires comme *le Journal du Dimanche*, *Match*, *l'Événement*, des participations dans Canal + et le quotidien *Le Monde* et même *l'Humanité*, la moitié des maisons d'édition et toute la distribution de la presse. Mais elle vient surtout du fait que Lagardère n'est pas un salarié, si grassement payé soit-il, c'est un capitaliste. Avec 7,5 % du capital, et l'appui inconditionnel de l'État français qui en détient 15 %, il est et reste à la tête du groupe, avec le droit d'user et d'abuser de sa propriété.

Cette propriété, Arnaud Lagardère n'a eu qu'à se donner la peine de naître pour en profiter. Son père, Jean-Luc, décédé en 2003, l'avait quant à lui reçue gracieusement de l'État. En effet, en 1999, le Premier ministre Jospin et son ministre des Finances Strauss-Kahn lui avaient vendu l'Aérospatiale pour 0,85 milliard. La valeur du groupe était alors estimée entre 80 et 120 milliards. Puis vint, la même année, la fusion d'Aérospatiale avec le groupe allemand Dasa et le groupe espagnol Casa. Lagardère revendit à cette occasion une partie de ses actions pour 1,18 milliard. Il avait ainsi acquis pour

rien sa participation prépondérante à un groupe qui allait devenir le premier constructeur mondial d'avions de ligne.

Soutenu financièrement par les États français et allemand, bénéficiant des services de voyageurs de commerce réputés comme le président français et le chancelier allemand, EADS et sa filiale Airbus lancèrent le projet A380. Cet avion a été présenté comme la huitième merveille du monde, son premier vol a été couvert par les télévisions comme si le pape était mort une deuxième fois et personne ne pouvait ignorer qu'il avait décollé (puis atterri), que les carnets de commandes étaient pleins, que c'était la plus grande réussite industrielle contemporaine et la préfiguration de l'Europe de demain. Sous ce déluge médiatique et politique, le cours de l'action passa de 19 à 35,13 euros. Lagardère ramassa alors un milliard d'euros en vendant une partie de ses actions. Puis on apprit que l'A380 ne serait pas livré dans les délais et les actions perdirent un quart de leur valeur en quelques jours.

Mais qui avait racheté les actions de Lagardère ? La Caisse des dépôts, c'est-à-dire l'État, qui n'a décidé rien à lui refuser.

Avant même d'avoir décollé, l'A380 constitue déjà un vol manifeste. L'État, les gouvernements et les médias ont travaillé à faire la fortune d'un seul groupe, quasiment d'un seul homme. Ce n'est ni un excès ni une aberration du système. Au contraire, comme disait l'autre, « c'est étudié pour ».

Paul GALOIS

## • SNCF

# Gallois s'en va, Idrac revient

Gallois vient d'être nommé à la tête d'EADS à la place de Forgeard. Les commentateurs ne tarissent pas d'éloges vis-à-vis de ce PDG qui vient de passer dix ans à la SNCF. La plupart des dirigeants syndicaux le regrettent aussi, « *le meilleur président que la SNCF ait jamais eu* », disent certains. Il est vrai qu'il est un des rares PDG de gauche (chevènementiste) même s'il fut nommé par Juppé, son condisciple à l'ENA, en juillet 1996, juste après les grèves de novembre/décembre 1995, en remplacement de Le Floch-Prigent envoyé en prison à cette période.

Pourtant, les cheminots, eux, ne risquent pas de regretter Gallois qui, pour soi-disant résorber la dette de la SNCF, a continué la politique de baisse des effectifs. Sous l'autorité de Pons, ministre de droite, puis de Gayssot, ministre PCF, c'est lui qui a mis en place le démantèlement du ferroviaire, créé RFF, société écran propriétaire des voies et de l'endettement. Gallois a ensuite découpé la

SNCF en secteurs d'activité indépendants, chacun d'eux ayant pour mission de dégager une rentabilité financière. Ainsi, des lignes ou des dessertes considérées comme non rentables ont été supprimées ou sont passées à la charge de la collectivité si les Régions le pouvaient. D'autres secteurs comme le Fret ont perdu le gros de leurs activités. Des triages ont été supprimés... avec pour conséquence des milliers de camions supplémentaires sur les routes.

Il y eut ensuite l'application des 35 heures, une opération essentiellement financée par une hausse de la productivité, puisque malgré une réduction en théorie du temps de travail, le nombre des cheminots n'a cessé de baisser. Plus récemment, sous le prétexte d'évolution technique (internet ou machine à vendre), les guichetiers sont progressivement supprimés et les queues s'allongent dans les gares. Durant les trois dernières années, 14 000 emplois ont été supprimés à la SNCF par le non remplacement des départs en retraite. Parmi

les bons résultats de Gallois, pour lesquels certains patrons sont admiratifs, il faut citer l'acceptation par certains dirigeants syndicaux d'un accord de prévention des conflits, en fait une étape supplémentaire dans la restriction du droit de grève.

Tout au long de sa carrière SNCF, Gallois n'a cessé d'évoquer la dette pour justifier sa politique et sa grande fierté, fin 2005, a été d'avoir réalisé 1,3 milliard de bénéfices, c'est-à-dire 830 millions sur le dos des cheminots et le reste représentant la vente du patrimoine.

Gallois a été remplacé par Anne-Marie Idrac qui, elle, est à l'UDF mais qui se prépare à continuer la même politique. Ce n'est pas une inconnue pour les cheminots puisqu'elle était secrétaire d'État aux Transports pendant la grève de 1995. C'est à ce titre qu'elle a participé aux négociations durant le conflit et a dû reculer, avec Juppé, face aux cheminots en grève. Eh bien, que ça recommence ! C'est tout le mal qu'on peut lui souhaiter !

Correspondant LO

## • Sogerma-Mérignac (Gironde)

# Grandes manœuvres pour licencier les travailleurs

EADS a décidé de reporter de fin juin vers la mi-juillet son plan concernant l'avenir de la Sogerma-Mérignac. En attendant, la direction fait courir tous les bruits possibles sur un éventuel repreneur d'une partie des activités : elle fait parler de la Lufthansa, d'Air France, ou du financier Butler, celui qui a repris la SNCM.

En faisant courir ces bruits, la direction de EADS veut faire croire qu'elle fait tout pour « sauver » 500 emplois, comme

Lagardère a osé le dire, alors qu'elle va liquider l'usine, quitte à mettre sur le carreau les milliers de travailleurs de la région dont l'activité est liée à elle.

Quant à la reprise d'une partie des activités, chacun sait que, souvent, c'est le fait de requins qui prennent les subventions publiques et les exonérations de charges le temps qu'il y en a, puis mettent la clef sous la porte.

Les bruits sur un éventuel repreneur comme le report des

décisions à la mi-juillet, en pleines vacances, sont des manœuvres pour lanterner les travailleurs et la population.

EADS a les moyens de maintenir tous les emplois à Mérignac, quitte à répartir le travail entre tous les salariés du groupe, en maintenant les revenus de tous : cela n'écornerait qu'à peine les 1,7 milliard de profits du groupe pour 2005. Mais pas un travailleur ne doit être sacrifié pour les dividendes d'un Lagardère ou les stock-options d'un Forgeard !

### Les brochures du Cercle Léon Trotsky

#### Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

N° 103 - exposé du cercle Léon Trotsky du 28 avril 2006

#### L'Inde

De l'exploitation capitaliste au développement dans l'inégalité

N° 102 - exposé du cercle Léon Trotsky du 10 mars 2006

#### La Chine

Nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

N° 101 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 27 janvier 2006

#### États-Unis

La société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

N° 100 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 5 octobre 2005

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,53 euro par brochure